



LE COMBAT DES ALGÉRIENNES

MARS-AVRIL 2005

::

# Gazette

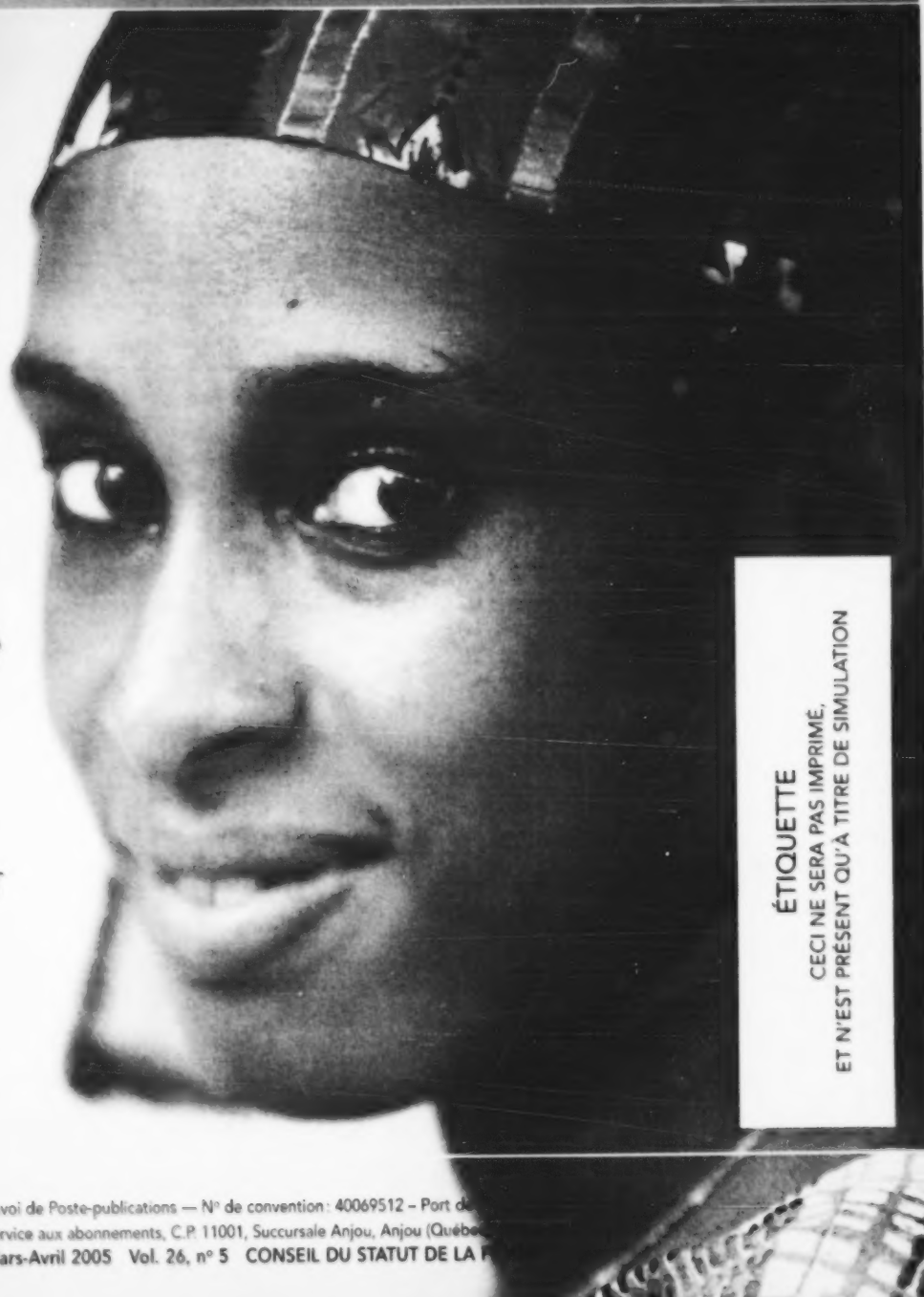
[www.gazettedesfemmes.com](http://www.gazettedesfemmes.com)

Tout sur la condition des femmes d'ici et d'ailleurs

DES FEMMES

**« JE NE  
SUIS PAS  
CELLE  
QUE  
VOUS  
CROYEZ »**

ELLES SONT PLUS  
SCOLARISÉES ET  
EXPÉRIMENTÉES  
QU'ON NE LE CROIT.  
QUE FAIT-ON DU TALENT  
DES IMMIGRANTES ?



ÉTIQUETTE

CECI NE SERA PAS IMPRIMÉ,  
ET N'EST PRÉSENT QU'À TITRE DE SIMULATION



Envoi de Poste-publications — N° de convention: 40069512 — Port de  
Service aux abonnements, C.P. 11001, Succursale Anjou, Anjou (Québec)  
Mars-Avril 2005 Vol. 26, n° 5 CONSEIL DU STATUT DE LA P



14 :: Dossier

# « Je ne suis pas celle que vous croyez »

Les immigrantes sont plus scolarisées et expérimentées qu'on ne le croit. Leurs bagages comptent plus de diplômes que ceux des femmes, voire des hommes nés ici. Bye-bye les préjugés ! Mais que fait-on de leur talent ?

## Sexistes, les lois d'immigration

25

:: Dossier

# Sexistes, les lois d'immigration ?

Face aux politiques de l'immigration, tout le monde est égal. Mais les femmes le sont moins que d'autres.

1992, l'immigration K... monde (1992) et des mois (1992),...  
 « Les politiques restent ro...  
 et partantes », affirme F...



29

:: Monde

# Le combat des Algériennes

Pays de contradictions. Les hidjabs côtoient les jeans. Il ne s'est jamais autant bu de vin, malgré une forte islamisation. Et les jeunes achètent les préservatifs en pharmacie... alors que les épouses doivent être vierges au mariage.

## Rubriques

### 3 BOÎTE AUX LETTRES

#### 4 NOUVELLES

**Une tortue pour refuge**  
 Bientôt, une maison d'hébergement pour femmes autochtones.

#### Le retour du Treize

De bonnes nouvelles pour la communauté homosexuelle.

#### Les anges aux mâchoires d'acier

Notre choix vidéo : la lutte des suffragettes américaines.

#### Revoir La vie en rose

Une grande fête pour les 25 ans du magazine.

#### Les couturières de l'espoir

#### Être parfaite, partout partout...

La chirurgie esthétique des organes génitaux : « Une violence incroyable qu'on fait subir au corps ! »

#### Réforme électorale

Bon pour les femmes ?

### 10 RECHERCHES

#### Cautions dangereuses

#### Chère famille !

#### Pas de fumée sans femmes

Le tabac est nocif pour tous. Mais les femmes sont les premières ciblées par les campagnes de marketing.

#### Où sont nos élues ?

Au Canada, la gestion municipale reste une affaire d'hommes.

### 13 BILLET

### 35 BOUQUINS

### 38 ARTS



# Que les hommes se lèvent!

reportage d'actualité  
de Jean-Denis

Les clés progressent, la réalité résiste. Les femmes sont encore mal dans les lieux de pouvoir économique, politique ou social... et mal parmi les victimes de violence et de pauvreté. Et le pourcentage impressionnant d'étudiantes en médecine n'y change rien. Faut-il, pour parvenir à une véritable égalité de fait entre les hommes et les femmes, envisager d'autres stratégies? Et associer plus étroitement les hommes aux luttes à poursuivre? À la fin janvier, la question sera

## Curiosité et méfiance

La participation des hommes à la réalisation de l'égalité entre les sexes (« Que les hommes se lèvent », janv.-fév. 2005) suscite chez plusieurs intérêt et curiosité, et chez d'autres, doute et méfiance. Je viens de donner une conférence sur ce thème devant 25 étudiants de l'Université McGill. J'ai été agréablement surprise par l'attitude positive de ces jeunes gens. Éveiller les consciences aux avantages de l'égalité autant pour les hommes que pour les femmes me semble un pas dans la bonne direction.

**Élizabeth Wright, directrice  
Bureau pour la promotion de la femme  
Communauté bahá'ie du Canada**

Construire l'égalité des sexes, je veux bien, mais comment? Je n'ai qu'un diplôme de cinquième secondaire et 23 ans à mon compteur. Et j'ignore ce que veut dire être féministe. Au-delà des théories, ne puis-je participer à la construction de l'égalité des sexes? Quel est mon rôle?

Cordialement,  
**Gilbert Russo, LaSalle**

## Brassage de cultures?

Le brassage de bébés par des parents violents est pris très au sérieux par les autorités. Serons-nous plus tolérant(e)s envers un homme qui brasse sa conjointe, sous prétexte que celle-ci lui doit obéissance selon la loi d'Allah? L'implantation d'une cour islamique risquerait d'enlever aux femmes la possibilité d'exprimer leurs désirs en ce qui a trait à la gestion familiale (« La charia au Canada », nov.-déc. 2004). Je me sens solidaire de ces musulmanes, peut-être nombreuses à ne pouvoir s'opposer à la remise en question de leur dignité.

**Bibiane Beauregard, Longueuil**

## Touchée

La publicité soulignant le 15<sup>e</sup> anniversaire de la tuerie de Polytechnique de même que l'article « Des pères contre les meurtriers » (janv.-fév.) me touchent profondément. Bravo à tous ces hommes qui se lèvent aux côtés des femmes pour dénoncer l'horreur de la violence, et merci à la Gazette des femmes de nous les présenter!

**Diane L. Trottier, Montréal**

## PRIX AMNISTIE INTERNATIONALE POUR LA GAZETTE DES FEMMES

La Gazette des femmes a remporté le Prix de journalisme 2004 en presse écrite d'Amnistie internationale, section canadienne francophone. L'article sur les mariées brûlées vives en Inde (« La dot ou la vie », sept.-oct. 2004), que signe la journaliste Caroline Montpetit, mérite cet honneur. Le jury a classé ce « rappel saisissant d'un drame qui dure » parmi les meilleurs reportages canadiens sur les violations des droits de la personne. Félicitations à notre collaboratrice!

Bravo aussi à Sophie Marcotte, notre réviseuse, qui s'en va en finale de la Dictée des Amériques, catégorie seniors professionnels. Le 9 avril, elle se mesurera à 120 férus d'orthographe de toute la francophonie. Bonne chance, Sophie!

## ŒUVRES DE FEMMES

Abby Lippman, de Westmount, a gagné le livre Œuvres de femmes lors du concours de nov.-déc. Un prix d'autant plus mérité que M<sup>me</sup> Lippman est très engagée auprès des femmes. Bonne lecture!

## Oups...

La photo des employées de Radio-Canada, publiée en page 19 du numéro de janvier-février, était l'œuvre de Caroline Huye, de l'Agence Stock. Nos excuses pour cet oubli.

## :: BOÎTE AUX LETTRES

# :: Gazette

DES FEMMES

La Gazette des femmes vous propose le service à la clientèle  
**INFO-ABONNEMENT**

POUR VOUS ABONNER  
OU OFFRIR UN  
ABONNEMENT-CADEAU  
[www.gazettedesfemmes.com](http://www.gazettedesfemmes.com)

## VOUS DÉMÉNAGEZ?

Assurez-vous que la Gazette des femmes vous suive partout!

- :: pensez à nous aviser de votre nouvelle adresse (prière de préciser votre ancienne adresse);
- :: pour signaler un problème de livraison ou un numéro manquant;
- :: pour renouveler votre abonnement;
- :: pour commander vos abonnements-cadeaux.

## SIMPLE ET RAPIDE!

**Par Internet:**  
[gazettedesfemmes@postelinc.com](mailto:gazettedesfemmes@postelinc.com)  
OU

## Écrivez-nous:

Gazette des femmes  
Service aux abonnements  
C.P. 11001, Succursale Anjou  
Anjou (Québec) H1K 4H2

**Par téléphone:**  
1 866 807-5514

**Par télécopieur:**  
(514) 721-9252



## Missinak Une tortue pour refuge

Nathalie Nika Guay et Pénélope Guay

Québec aura probablement sa maison d'hébergement pour femmes autochtones victimes de violence. Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, étudie sérieusement la question. « Huit femmes sur 10 sont victimes de violence physique, psychologique ou conjugale dans les communautés autochtones », lancent les porteuses du projet de la Maison communautaire Missinak (« tortue » en langue innue), Pénélope et Nathalie Nika Guay. « À l'heure actuelle, aucun centre d'accueil ne peut héberger celles qui ont le courage de fuir ces brutalités dans la région de Québec. »

Depuis 1999, les deux femmes s'acharment pour que soit mis sur pied un centre d'hébergement destiné à accueillir les Amérindiennes originaires de Québec, de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-Saint-Jean. « Bien sûr, il existe des maisons pour femmes à Québec, précisent-elles. Mais nous avons observé que l'accueil des autochtones nécessitait

une connaissance de leur culture et de leur réalité. Or, de nombreuses travailleuses sociales nous ont fait part de leur désarroi face à cette barrière culturelle. » Ce n'est pas pour rien si des centres spécialisés ont vu le jour à Montréal, La Tuque et Sherrillville.

Pour l'avoir elles-mêmes vécu, Pénélope et Nathalie Nika savent dans quelle situation dramatique se retrouvent les Amérindiennes et les Inuites lors de leur arrivée en milieu urbain. En 2002, elles ont donc créé le Cercle des femmes autochtones dans le but de briser l'isolement des victimes de violence vivant hors réserve. L'association soutient actuellement une quarantaine de femmes. « Nous nous réunissons plusieurs fois par semaine afin de retrouver un peu de l'entraide qui existe dans les communautés. C'est cependant insuffisant », regrettent-elles.

Selon un rapport d'Amnistie internationale publié en octobre dernier, les

problèmes sociaux des communautés autochtones « font qu'un nombre disproportionné de ces femmes se retrouvent dans des situations dangereuses, telles que l'extrême pauvreté, l'absence de domicile fixe et la prostitution ». Par ailleurs, les centres d'hébergement qui les accueillent sont sous-financés, dénonce l'organisme. La Maison Missinak a déjà essuyé quelques refus de la part de l'Agence de santé et de services sociaux. Mais le ministre Philippe Couillard pourrait bien décider de lui accorder des subventions. « Nous sommes confiantes, précise Pénélope. Il semble avoir été sensible à nos arguments puisqu'il nous a déjà accordé 25 000\$ en guise de soutien l'automne dernier. Cependant, tant que nous n'aurons pas de réponse claire au sujet de l'ouverture de la Maison et de son budget de fonctionnement, nous resterons vigilantes. » Y.B. ::

## Écrivez-nous!

Pour vous publier, nous avons besoin de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Vos coordonnées demeureront confidentielles.

Les lettres peuvent être abrégées.

Gazette des femmes, 8, rue Cook,  
3<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1R 5J7

COURRIEL: [gazette@csf.gouv.qc.ca](mailto:gazette@csf.gouv.qc.ca)

Depuis 1979, cette publication est élaborée à l'initiative et sous la supervision du Conseil du statut de la femme.  
**LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC**  
en sont l'éditeur.

- Directrice: Thérèse Maloux
- Rédactrice en chef: Claire Gagnon
- Rédactrice en chef adjointe: Annie Savoie
- Rédactrice-réviseuse: Mélanie Saint-Hilaire
- Revison: Sophie Marcotte et Francine Bérubé
- Recherche du visuel: Guylaine Grenier et Gaëlle Lafrenière
- Photo de la couverture: Nancy Lessard
- Réalisation graphique: Béné Oumier
- Impression et pollicage: O'Net Bouc
- Marketing et publicité: Francine Powers, tél.: (418) 644-7932 ou 1-800-463-2851
- Ventes publicitaires: Catherine Brochu, tél.: (418) 694-2363, téléc.: (418) 688-4069

- Courrier des lectrices: Gazette des femmes, 8, rue Cook, 3<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1R 5J7
- Téléphone: (418) 643-4326
- Télécopieur: (418) 643-8926
- Courriel: [gazette@csf.gouv.qc.ca](mailto:gazette@csf.gouv.qc.ca)
- Site Internet: [www.gazettedesfemmes.com](http://www.gazettedesfemmes.com)
- Abonnements, changements d'adresse et retours postaux: Gazette des femmes, Service aux abonnements, C.P. 11001, succursale Anjou Anjou (Québec) H1K 4H2 Téléphone: 1-866-807-5514 Télécopieur: (514) 721-9252 [www.gazettedesfemmes.com](http://www.gazettedesfemmes.com)
- Courriel: [gazettedesfemmes@post.qlc.com](mailto:gazettedesfemmes@post.qlc.com)
- Distribution: Messager de Presse Benjamin, 400, rue Jean-Mont, Ville LaSalle (Québec) H8R 1X7 Téléphone: (514) 364-1780

- Dépôt légal: 1<sup>er</sup> trimestre 2005
- ISSN: 0704-4550
- © Gouvernement du Québec
- Les articles publiés dans la Gazette des femmes sont indexés dans Répertoire et dans l'index de la santé et des services sociaux
- La Gazette des femmes se dégage de toute responsabilité par rapport au contenu des publications publiées dans ses pages.
- Prix régulier: 24\$, 3 ans, 10\$, 1 an
- Poste-publications — N° de convention: 40069512

Conseil du statut  
de la femme

Québec





# Notre signet

[www.uneveritableamie.com](http://www.uneveritableamie.com)

Une véritable amie fête ses 20 ans. Ses invitées? Toutes des femmes de 45 ans et plus! Vouée à la ménopause, la publication vient de lancer un site au graphisme



invitant, qui inclut une partie de ses archives. Une véritable amie offre aux femmes ménopausées une information intelligente et impartiale, leur permettant ainsi de prendre leur santé en main. De l'hormonothérapie jusqu'au tai chi, en passant par l'alimentation et la vie sexuelle. Saviez-vous que 70% des célibataires de 50 à 54 ans ne se protégeaient qu'une fois sur deux lors de relations intimes? Les articles sont rédigés par des bénévoles (infirmières, gynécologues, psys, etc.) aussi compétentes que la Dr<sup>e</sup> Sylvie Dodin, directrice du Centre Ménopause Québec. On trouve rarement une information aussi fiable sur le sujet. M.S.H. ::

## Treize: le retour

Grande nouvelle pour les lesbiennes! Pile pour son 20<sup>e</sup> anniversaire, la revue québécoise *Treize* a recommencé à paraître... après une pause de quatre ans. À l'automne 2000, elle avait dû fermer, sa trentaine de bénévoles s'étant épuisées à la tâche. Mais un article de la *Gazette des femmes* (« Presse lesbienne, poids plume? », nov.-déc. 2003) a galvanisé les troupes, dit Laure Neuville, qui coordonne le trimestriel de 28 pages.

Le nouveau *Treize* propose des chroniques pratiques en plus de son contenu culturel. « Il faut expliquer aux gaies comment exercer leurs nouveaux droits: comment se marier, comment faire bénéficier leur conjointe de leurs REER ou quels papiers présenter à la garderie pour avoir le droit d'aller chercher les enfants », explique Laure Neuville. La vice-présidente de Gai Écoute, Magali Deleuze, signe une chronique sur la place des lesbiennes dans la société, celles-ci étant généralement moins visibles et plus isolées que les homosexuels. Le magazine se finance par les abonnements et la publicité. « Mais nous cherchons une subvention récurrente de 3 000 à 4 000 \$, notamment auprès du ministère de la Culture et des Communications », dit la coordonnatrice. Histoire de durer encore 20 ans. A.P.L. ::

[www.revuetreize.org](http://www.revuetreize.org)

## Parées d'espoir

Elles se joignent à nous  
À la fois mille et une  
Comme nous  
Leurs larmes sur nos joues  
Leur joie sur nos visages  
Parées d'espoir



# Bienvenue à l'Université féministe d'été!

> UNIVERSITÉ LAVAL  
QUÉBEC  
12-18 JUIN 2005

• Troisième édition  
sur le thème

## FÉMINISME ET INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

**Des besoins à combler  
des acquis à préserver  
des stratégies à développer**

Aucun prérequis

Attestation officielle de  
participation (UEC) ou trois  
crédits de 1<sup>er</sup> ou 2<sup>e</sup> cycle

Tarif réduit pour les personnes  
aux études ou membres de  
groupes de femmes



Quelques conférencières  
de l'édition 2004

Bienvenue

> Renseignements supplémentaires

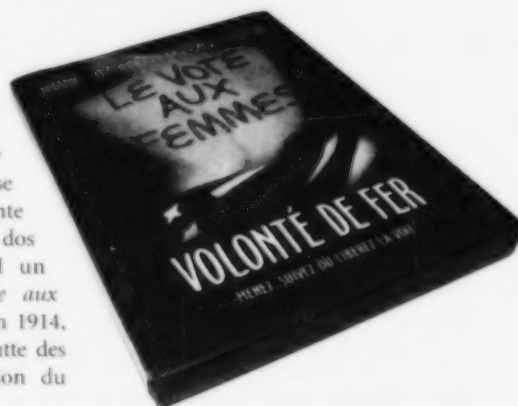
**Huguette Dagenais, directrice**  
Diplôme de 2<sup>e</sup> cycle en études féministes  
Faculté des sciences sociales,  
Université Laval

Huguette.Dagenais@ant.ulaval.ca  
(418) 656-2131, postes 7025 ou 2287  
universite-feministe-ete@fss.ulaval.ca

## Les anges aux mâchoires d'acier

Pas d'affiche géante au mur du club vidéo. Pas de battage médiatique non plus. Il faut donc se laisser intriguer par l'illustration de la pochette pour avoir envie de découvrir ce qui se cache derrière cette taille ceinte d'un drapeau américain et ce dos féminin dénudé portant, tel un graffiti, l'inscription *Le vote aux femmes*. On se retrouve alors en 1914, début de l'étape ultime de la lutte des États-Uniennes pour l'obtention du droit de vote.

Formée chez les suffragettes britanniques, Alice Paul, de retour dans son pays natal, milite en faveur d'un amendement à la Constitution. À l'époque, le moyen n'est pas nouveau mais ne fait toujours pas l'unanimité. Alice Paul et le petit groupe qui se constitue autour d'elle (qu'on surnommait « les anges aux mâchoires d'acier ») se heurtent à la résistance d'une association pour le suffrage déjà existante et plus conservatrice, aux appels à la patience du président Wilson, à l'indifférence des femmes et à l'hostilité des hommes, particulièrement les politiciens. « Si vous étiez ma femme, vous prendriez une raclée », lance un spectateur lors du défilé que les militantes organisent à Washington, en pleine période électorale, et qui tourne à l'émeute malgré la protection que la police avait promis d'apporter. La jeune activiste fondera finalement son propre parti, le Parti national des femmes. Ses membres envahissent les bureaux des politiciens et entreprennent un piquetage systématique devant la Maison-Blanche, qu'elles maintiennent en dépit de la décision des États-Unis d'entrer en guerre en 1917. Les bannières font alors ressortir la contradiction entre la bataille de Wilson pour sauver la démocratie dans le monde et son propre manque de démocratie à l'égard des femmes de son pays. Sous prétexte d'entrave à la circulation, les piqueteuses sont condamnées à 60 jours d'emprisonnement, une réclusion qui ne fera que renforcer leur détermination. Alice Paul ira même jusqu'à la grève de la faim et on



la nourrira contre son gré pour éviter que sa mort éventuelle n'entache l'administration américaine.

Il faudra attendre en 1920, après un siècle de luttes « suffragistes », pour que le président Wilson, voulant remercier ses commettantes de leur participation à l'effort de guerre, propose l'adoption du 19<sup>e</sup> amendement. Le vote est serré. Juste avant de se prononcer, le représentant dont dépend l'issue du vote reçoit une lettre de sa mère suffragette l'enjoignant « d'être un bon garçon ». Il votera pour.

La réalisatrice de *Volonté de fer*, Katia von Garnier, a appliqué un traitement juste et moderne à cette douloureuse mais belle page d'histoire. Courtes séquences, à peine quelques secondes de pellicule d'archives, comédiennes aussi convaincues que leur personnage, ambiance d'époque très bien rendue, faits rigoureusement respectés, tous les éléments sont réunis pour ravir un large public. Basé sur l'équilibre des droits entre les femmes et les hommes, le film peut facilement servir à plusieurs fins dans les classes et dans les groupes.

*Volonté de fer* était en nomination dans trois catégories à la dernière édition des Golden Globes. Anjelica Huston, qui incarne Carrie Chapman Catt, l'a emporté comme meilleure actrice de soutien dans un film tourné pour la télévision. E.G. ::

**Volonté de fer**, 2004, format DVD,  
124 minutes.  
[www.iron-jawed-angels.com](http://www.iron-jawed-angels.com)

## Revoir La vie en rose

«Le monde a encore besoin d'être brassé!» Francine Pelletier, rédactrice en chef de la défunte revue féministe *La vie en rose*, n'a jamais mâché ses mots. Si ce n'était de ses déboires financiers, la publication aurait fêté ses 25 ans en mars. Qu'à cela ne tienne, les fondatrices (dont Sylvie Dupont, Ariane Émond, Lise Moisan) organisent une grande fête où se retrouveront artisanes et lectrices du magazine, le 31 mars, au Lion d'or à Montréal. Un hors série paraîtra aussi cet automne, histoire de dresser le bilan de l'actualité de 2005. Francine Pelletier compare l'aventure de *La vie en rose*, qui a paru 46 fois entre mars 1980 et mai 1987, à un grand feu d'artifice où «ça pétait plus fort qu'on en avait l'habitude». Avec ses propos frappants et ses débats sans tabous, la revue a offert aux Québécoises un regard féministe teinté d'ironie, d'humour et d'irrévérence. «*La vie en rose* a été l'expression la plus vibrante du mouvement des femmes», conclut-elle. L.M.N. ::

[lavicenrose25ans@videotron.ca](mailto:lavicenrose25ans@videotron.ca)



## Sans commentaires

«Quand les entreprises disent: "Combien ça va nous coûter des mesures de conciliation travail-famille?", je réponds: "Regardez ce que ça vous coûte de ne pas vous en occuper."»

Diane-Gabrielle Tremblay, professeure à la Télé-université et spécialiste de la conciliation.

«Quelle est cette ex-ministre de la Condition féminine et de la Justice qui défend l'un des systèmes les plus inégalitaires et les plus répressifs qui soient, la charia, qui cause partout l'asservissement et le malheur des femmes?»

Anne Zelensky, présidente de la Ligue du droit des femmes, au sujet de Marion Boyd, députée ontarienne en faveur d'un tribunal islamique au Canada.

«Un homme est un homme.»

Minh Ngoc Nguyen, omnipraticien montréalais jugé coupable d'avoir agressé sexuellement deux jeunes patientes.

«Je vous invite à prouver que j'ai tort.»

Lawrence Summers, président de l'Université Harvard, qui présume que les collégiennes excellent moins que les collégiens en mathématiques à cause de «différences innées».

# 5183

C'est le nombre officiel de crimes sexuels perpétrés en 2002. Le chiffre a bondi de 11 % par rapport à l'année précédente, l'augmentation la plus forte depuis 1997. «Il est possible que cette hausse découle en partie d'une plus grande dénonciation de ces crimes à la police», suppute le ministère de la Sécurité publique dans un récent rapport. Les victimes d'agression sexuelle ou d'une infraction similaire sont en majorité des filles de moins de 18 ans (53 %), suivies des femmes adultes (29 %), des garçons (15 %) et des hommes (3 %). Près de 8 victimes sur 10 connaissent leur agresseur... un homme adulte dans 78 % des cas. À pleurer? Sans doute. Mais à 70 victimes par 100 000 habitants, le Québec possède le taux d'infractions sexuelles le plus faible du Canada. M.S.H. ::

# Sérénité

Fondation du cancer du sein du Québec

Programme de soutien pour les personnes atteintes  
du cancer du sein, offrant des services  
en dehors de l'environnement hospitalier

Service d'écoute, de soutien et de référence  
Montréal (514) 871-1717 • Autres régions 1-877-990-7171

[www.serenite.org](http://www.serenite.org)





## Les couturières de l'espoir

Photo: Femmes et production industrielle

Mauvaise nouvelle pour les quelque 55 couturières de l'usine de vêtements pour dames Les Confections Thibault. Depuis le 18 mars, cet employeur de Maskinongé, en Mauricie, a fermé boutique. Comme de nombreuses autres manufactures de vêtements au Québec, l'entreprise a été incapable de faire face à l'augmentation des quotas d'exportation et à la concurrence des pays qui produisent à faible coût.

Depuis cinq ans, le Québec a ainsi perdu 30 000 emplois dans le secteur du textile. Les premières touchées: les couturières, qui occupent 73 % des postes. La situation est d'autant plus dramatique qu'elles ont de la difficulté à se retrouver un emploi, en raison de leur âge avancé, de leur faible scolarité et de leurs compétences qu'elles croient utiles uniquement devant une machine à coudre. Plus pour longtemps. Selon une étude que vient de mener Femmes et production industrielle (FPI), un organisme qui tente d'améliorer les conditions socioéconomiques des femmes dans les régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec, en collaboration avec la Coopérative de consultation en développement La Clé, les couturières détiennent plusieurs compétences qui pourraient bien profiter à d'autres secteurs d'activité. «La concentration, la rapidité, la minutie, l'acuité visuelle sont quelques-unes des qualités que recherchent notamment les employeurs des domaines du meuble et de la fabrication de produits métalliques», lance Geneviève Dubois, directrice de FPI. Qui plus est, l'étude montre que les tâches des couturières ont souvent un niveau de complexité égal ou supérieur à celles du personnel de ces deux secteurs.

Pour inciter les employeurs à récupérer la main-d'œuvre du vêtement et à transférer ses compétences dans leur domaine de production, le groupe Femmes et production industrielle a lancé la campagne *Couturière de métier, compétence assurée!* Une campagne qui porte des fruits. «Plusieurs couturières sur le chômage se sont trouvées un nouvel emploi, dit fièrement M<sup>me</sup> Dubois. Et nous poursuivons nos efforts afin que notre étude trouve un écho un peu partout dans la province». N.K. ::



## Être parfaite partout partout...

«Il semble que le corps des femmes soit devenu quelque chose qu'il faut corriger s'il n'est pas conforme à cette vibration collective qu'est la mode», se scandalise Denise Lesage, porte-parole de la Coalition Corps-Accord, organisme qui prône le bien-être des femmes. Ce qui la hérisse tant? La chirurgie esthétique des organes génitaux. «C'est une violence incroyable qu'on fait subir au corps!»

Avec la mode des *strings* et la sexualisation des images, la transformation des parties intimes est en émergence aux États-Unis. Augmentation ou réduction des lèvres du vagin, rajeunissement vaginal, reconstitution de l'hymen, réduction du capuchon du clitoris ou rafraîchissement du périnée relâché: tout se laisse remodeler. Le phénomène se dessine timidement au Québec, où quelques rares cliniques s'aventurent dans la région génitale. Combien de ces opérations accomplissent-elles chaque année? Les chiffres sont tabous... Mais la labioplastie, réduction des petites lèvres du vagin, est en vogue depuis la mode de l'épilation, admettent les chirurgiens.

Le Dr Robert H. Stubbs, chirurgien plastique de Toronto spécialiste des organes génitaux, remarque que c'est la pornographie qui établit la norme de ce qui est trop grand ou trop petit. Selon un sondage mené dans sa clinique, 60 % des femmes avaient eu un contact avec la porno, soit en tant que consommatrice ou par accident, au hasard des recherches dans Internet.

Pourquoi remanier son jardin secret? Pour correspondre aux normes du modèle unique de beauté véhiculé partout, croit Lise Goulet, du Réseau québécois d'action pour la santé des femmes. Elle déplore que la pression sociale et la valorisation de l'image corporelle soient si fortes. «On ne condamne pas en bloc les femmes qui se livrent à la chirurgie, précise-t-elle. Nous voulons plutôt provoquer chez elles une réflexion sur leurs motivations réelles à subir une telle intervention.»

Céline Bonenfant, sexologue et psychothérapeute, milite dans le même sens. «Vouloir être belle n'est pas mauvais en soi. Mais si tu mises juste sur l'apparence pour te sentir bien, tu vas frapper un mur. Quand c'est obsessionnel, il faut se demander s'il n'y a pas un motif inconscient qui nous pousse à agir.» Avec ses patientes, elle découvre bien souvent que l'estime de soi joue un grand rôle dans les décisions. «Le regard de l'homme est important pour une femme qui manque d'estime», regrette-t-elle.

Selon un sondage mené par Medicard et la Rotman School of Management de l'Université de Toronto, les femmes représentaient 85 % des patientes en chirurgie esthétique au Canada en 2003. Plus de 100 500 interventions, allant de l'injection de Botox à la reconstruction du nez, en passant par la liposuction, ont eu cours cette année-là, une hausse de 16 % par rapport à 2002. L.M.N. ::

La chirurgie esthétique des organes génitaux: «Une violence incroyable qu'on fait subir au corps!»



## Réforme électorale

# Bon pour les femmes ?

Depuis 30 ans qu'on en parle. Les groupes de femmes ont poussé un soupir de satisfaction lorsque, en décembre dernier, le gouvernement a déposé un avant-projet de loi sur la réforme électorale. L'idée fait consensus auprès des militantes : un mode de scrutin de type proportionnel – où les partis obtiennent un pourcentage des sièges équivalent à celui des votes – aura un impact positif sur la représentativité des femmes au Parlement. Toutes ne sont pas convaincues. Voici deux points de vue opposés.



Louise Paquet,  
chargée de projet  
du Collectif  
Féminisme et  
Démocratie.

### Du pour

« Une réforme du mode de scrutin favorisera la représentation des femmes en politique. Cependant, la proposition actuelle du gouvernement nous semble encore bien loin de l'idéal.

Nous avons constaté que les femmes au pouvoir sont plus nombreuses dans les pays qui ont adopté un scrutin proportionnel. Le système des listes électorales permet en effet une plus grande transparence, puisque les électeurs voient la position des femmes. S'ils souhaitent l'alternance homme-femme, ils peuvent faire pression sur les partis. C'est d'ailleurs ainsi que les pays scandinaves ont été contraints d'agir.

Si la volonté des partis politiques constitue un élément important, le mode de scrutin joue le plus grand rôle. Un scrutin de type proportionnel facilite l'élection des femmes puisque le système des listes permet d'aller chercher des

candidat(e)s qui ne passeraient pas avec le suffrage uninominal à un tour.

En mettant cette proposition sur la table, le gouvernement a fait un premier pas. Toutefois, seules deux mesures concernent directement les femmes. À savoir la majoration financière obtenue par un parti si au moins 30% de ses candidats sont des femmes, et l'augmentation du remboursement des dépenses électorales si la candidate obtient 15% ou plus des voix. Ce n'est pas assez.

Si les 50 sièges compensatoires étaient attribués au plan national et non par district, nous assisterions à l'émergence de nouveaux partis, en particulier de groupes représentant les femmes. Un parti qui obtiendrait 8% des votes se verrait attribuer 8% des 50 sièges, et ainsi de suite. Il serait en outre plus facile d'obtenir l'alternance des sexes sur les listes si 50 sièges étaient disponibles plutôt que seulement deux par district. »

### Du contre

« On nous répète depuis plus de 30 ans que la réforme du mode de scrutin aura un impact positif sur l'accès des femmes au pouvoir. Or, une analyse poussée démontre qu'aucune réforme électorale n'a de vertu en tant que telle et que seule une transformation des conditions extérieures peut favoriser cet accès. L'inégalité socio-économique entre les sexes, mais aussi le rapport des femmes au pouvoir sont toujours de nature à limiter leur accession aux plus hautes sphères de la vie politique. Par ailleurs, il ne faut pas s'en cacher, bien que les partis fassent des efforts pour recruter des femmes, plusieurs sont parfois réticentes à s'engager.

Pour tenter de nous convaincre du bien-fondé d'un suffrage de type proportionnel, on nous présente les pays du nord de l'Europe qui mettent en pratique un

tel scrutin et où de nombreuses femmes sont engagées en politique. C'est un raccourci trop rapide. Ce que l'on ne nous dit pas, c'est que les partis politiques de ces pays ont pris des mesures énergiques, telle la fixation des quotas, pour favoriser l'élection de femmes.

Si les femmes sont si peu élues chez nous, c'est parce qu'elles sont très peu candidates. Nous avons en effet observé qu'une candidate à une élection était plus souvent élue que son homologue masculin. Seules des mesures proactives semblent donc aujourd'hui favoriser leur mobilisation. Or, l'avant-projet de loi sur la réforme électorale propose la mise en place d'un système mixte qui permettra à une personne d'être candidate à un siège de circonscription et à un siège de district; cela ne favorisera pas les femmes parce que les hommes, plus nombreux parmi les candidats, seront vraisemblablement

Lucie Desrochers, auteure  
de plusieurs études et  
avis du Conseil du statut  
de la femme sur l'accès  
des femmes au pouvoir.



plus nombreux à occuper deux postes de candidat plutôt qu'un. Il y a cependant quelque espoir dans les mesures d'encouragement financier aux partis qui présenteront au moins 30% de candidates. » Y.B. ::

A consulter :  
[www.feminismmeetdemocracy.ca](http://www.feminismmeetdemocracy.ca)  
et [www.institutions-democratiques.gouv.qc.ca](http://www.institutions-democratiques.gouv.qc.ca)

Un mémoire du Conseil du statut de la femme sur l'avant-projet de loi remplaçant la loi électorale sera bientôt publié :  
[publications@csf.gouv.qc.ca](mailto:publications@csf.gouv.qc.ca)

## Cautions dangereuses

Nombre de femmes se portent caution pour un prêt contracté par leur conjoint sans vraiment y réfléchir, ce qui risque de leur empoisonner la vie des années plus tard, prévient Louise Langevin, professeure de droit à l'Université Laval, qui vient de publier une étude sur le sujet. Un papier vite signé, vite oublié... mais qui peut tourner au cauchemar. Dans la doctrine juridique anglophone, on les appelle *spousal guarantees*, *emotionally transmitted debts* ou même *love money*; en français, on parle plutôt de dettes transmises sexuellement. «Souvent, les banques exigent un cautionnement lorsqu'une personne veut refinancer son entreprise, par exemple, ou même emprunter pour des biens de consommation comme une voiture ou une maison. La conjointe est généralement la première sollicitée», explique Louise Langevin. Mais est-elle vraiment libre de son choix, et comprend-elle la portée de son geste? Quand les sentiments s'en mêlent, la raison n'est pas toujours au rendez-vous... «Au Royaume-Uni, en 2002, la Chambre des lords a exigé que les personnes qui se portent caution reçoivent un avis juridique indépendant, ce qui s'est transmis dans la pratique des banques du Canada anglais. Au Québec, cependant, rien ne protège ces femmes», dénonce la chercheuse. Selon Louise Langevin, les tribunaux devraient se montrer plus sensibles au contexte émotif qui peut avoir entravé le libre consentement de ces conjointes. «Mais le droit ne règlera pas tout, prévient la juriste. Les femmes doivent aussi être mieux averties des risques qu'elles prennent en se portant caution.» ::

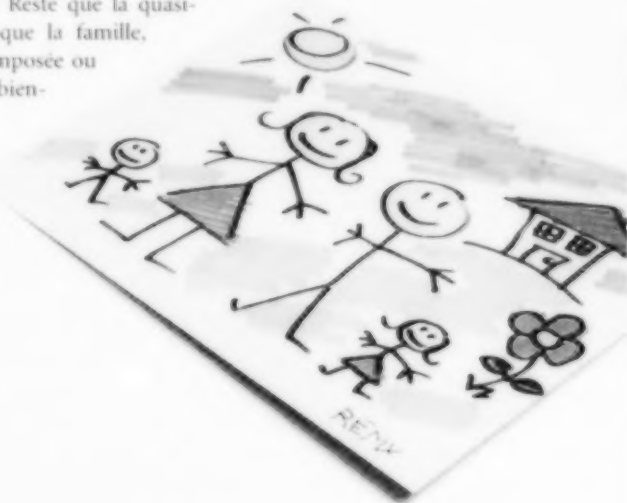
«L'obligation de renseignement, le cautionnement et les dettes transmises sexuellement», Louise Langevin, *Revue de droit de McGill*, vol. 50, 2005.

## Chère famille!

La famille nucléaire traditionnelle, constituée de deux parents mariés avec un ou plusieurs enfants, continue d'avoir la faveur des Canadiens, selon une vaste enquête conduite par le sociologue Reginald Bibby, de l'Université de Lethbridge en Alberta. Avec la collaboration de l'Institut Vanier, le chercheur a passé au crible les réponses de 2 093 adultes canadiens représentatifs de la population à un questionnaire de 11 pages extrêmement détaillé, visant à recueillir des informations sur leur vie familiale et leur perception de la famille. Quels que soient leur âge et leur situation familiale actuelle et passée, les personnes interrogées ont une vision encore très traditionnelle de la famille, peut-être parce que 90% d'entre elles ont grandi dans une famille nucléaire. Seul un adulte sur trois considère qu'un couple non marié sans enfants forme une famille, un sur cinq pour un couple homosexuel. D'ailleurs, 58% des interviewés pensent qu'il n'existe qu'une seule organisation familiale idéale: celle de la famille nucléaire. Cette proportion culmine à 67% dans les Prairies, et atteint seulement 47% en Colombie-Britannique. Le Québec, où 56% des répondants croient à l'idéal de la famille nucléaire, n'est ni plus ni moins progressiste que la moyenne du Canada. Autre conclusion surprenante: si 65% des Canadiens n'ont rien contre les relations sexuelles entre adultes avant le mariage, seuls 55% approuveraient ce comportement de la part de leurs propres enfants!

Pourtant, les mœurs ont indubitablement évolué: 40% des plus de 35 ans et 62% des adultes plus jeunes ne vivent pas dans une famille nucléaire. Un Canadien majeur sur 20 compte dans sa famille une belle-mère (conjointe du père), un beau-père (conjoint de la mère), des demi-frères ou des demi-sœurs. Reste que la quasi-totalité (97%) considère que la famille, qu'elle soit nucléaire, recomposée ou atypique, est essentielle au bien-être des individus. ::

**Projet familles  
de demain:  
Un sondage sur  
les espoirs et les rêves  
des Canadiens, Reginald  
Bibby, [www.ivfamille.ca](http://www.ivfamille.ca)**



# Pas de fumée sans femmes

Le tabac est nocif pour tous. Mais les femmes sont les premières ciblées par les campagnes de marketing de l'industrie, et ce sont elles que devrait avant tout viser la lutte au tabagisme.

Dans les dernières années, les poursuites de plusieurs États américains contre les compagnies de cigarettes ont permis de rendre publiques plus de 40 millions de pages de documents internes de l'industrie, que les équipes de recherche commencent tout juste à analyser. Ce qu'elles y découvrent est lourd de conséquences pour la santé des femmes.

«Les compagnies de tabac ont commencé à cibler les femmes dans les années 1920 et elles continuent, partout dans le monde», explique Roxane Neron, médecin responsable de la lutte au tabagisme à la Direction de la santé publique des Laurentides. Leurs techniques de marketing ont toujours été très efficaces. En 1923, environ 5% des Nord-Américaines fumaient. En 1929, elles étaient 12%, puis 18% en 1935. Dès 1928, les compagnies ont incité les femmes à fumer pour contrôler leur poids. Selon Stella Bialous, chercheuse pour l'organisme Tobacco Policy International, à San Francisco, les ventes de Lucky Strike augmentèrent de 215% entre 1928 et 1930 avec la campagne «Prenez une cigarette plutôt qu'un bonbon»!

Les firmes suivent étroitement l'évolution du statut social des femmes et révisent leurs messages en conséquence. En Amérique du Nord, leurs documents les plus récents décrivent une «vraie femme», qui se considère l'égale de l'homme mais ne veut pas s'adapter à son monde. Le message se décline selon les différentes «clientèles» ciblées. Les jeunes femmes d'ici sont attirées par

des images reliées à leur sensualité, les Latino-Américaines par la beauté et la féminité, les Africaines par la liberté...

Pourquoi les compagnies visent-elles autant les femmes? «Elles savent depuis le milieu des années 1970 que les femmes sont plus affectées par la nicotine, qu'elles deviennent plus rapidement dépendantes et qu'elles ont plus de mal à cesser de fumer», explique Roxane Neron. Des faits que les chercheurs indépendants, dont les budgets sont négligeables à côté des 28 millions de dollars dépensés chaque jour en marketing par les cigarettiers, viennent seulement de prouver. Depuis six ans, Jennifer O'Loughlin, chercheuse à l'Université McGill, suit

**Pourquoi les compagnies de tabac visent-elles autant les femmes? «Elles savent que les fumeuses sont plus affectées par la nicotine, qu'elles deviennent plus rapidement dépendantes et qu'elles ont plus de mal à cesser de fumer.»**

1 300 jeunes de 10 écoles secondaires de Montréal, âgés de 12 ou 13 ans au début de l'étude. Au cours des 3,5 premières années, 480 jeunes ont commencé à fumer, dont 65% de filles. Et parmi eux, 34% des filles et 22% des garçons sont devenus dépendants. Le tabac fait aussi plus de ravages dans l'organisme féminin. Une étude récente a ainsi montré qu'à consommation égale, les femmes présentent un risque de cancer du poudon de 20 à 70% plus élevé que les hommes. En plus de leur plus grande vulnérabilité biologique au tabagisme, les femmes sont aussi socialement plus à risque, car elles sont plus souvent isolées, sans emploi, faiblement scolarisées et pauvres. Elles sont aussi les plus susceptibles de transmettre cette mauvaise habitude aux enfants, dont elles restent les premières responsables. Tout cela, les compagnies de tabac le savent bien.



Résultat :

même si la lutte au tabagisme a permis d'enrayer le fléau dans les pays riches, les femmes sont toujours plus difficiles à convaincre. En 2003, au Canada, 18% des femmes fumaient, contre 23% des hommes. Mais 32% des femmes de 15 à 24 ans sont déjà accros à la cigarette, contre 30% des hommes du même âge. Dans les pays industrialisés, alors que la mortalité due au tabagisme est en déclin chez les hommes, elle continue d'augmenter chez les femmes. Dans les pays pauvres, où le tabagisme était jusqu'à récemment un fléau presque exclusivement masculin, les compagnies font tout pour séduire les femmes. Aujourd'hui, elles sont 12% à fumer dans le monde. Elles seront 20% en 2020 si rien n'est fait, prévoit l'OMS.

Comment mieux protéger les femmes? Encore une fois, les archives de l'industrie sont éloquentes. Plusieurs équipes en santé publique et marketing analysent actuellement les stratégies des compagnies pour mieux les détourner. Aux États-Unis, le National Cancer Institute vient de lancer une importante étude sur le sujet, confiée à Susan Middlestadt, professeure à l'Université de l'Indiana. Dans les Laurentides, la Direction de la santé publique a lancé fin 2002 une campagne de sensibilisation visant les jeunes filles, axée sur le message «Le tabac tue la beauté. Et pas que la beauté.» La campagne, dont l'affiche montre le visage d'une femme s'appliquant un rouge à lèvres ayant l'apparence d'une cigarette allumée, est accompagnée de distribution de bâtons de rouge à lèvres. Menée à petite échelle, faute de moyens, elle s'est avérée très efficace.

« Pour savoir ce qui marche, il suffit de regarder ce qui inquiète les compagnies », explique Roxane Néron. Les hausses de taxes et la généralisation des espaces sans fumée sont actuellement les deux avenues à privilégier, surtout au moment où le Québec s'apprête à réviser la Loi sur le tabac. « Nous demandons qu'il soit interdit de fumer dans les cours d'école et dans les bars et restaurants, où la fumée secondaire intoxique notamment les nombreuses jeunes femmes qui travaillent comme serveuses dans ces établissements », dit

Roxane Néron. Selon le médecin, les femmes doivent aussi se mobiliser pour mieux lutter contre le tabagisme. « Ne croyez jamais les compagnies, qui font tout pour se faire passer pour des citoyens responsables, par exemple en finançant des groupes de femmes ou des campagnes de prévention dans les écoles », prévient-elle. Interdire de fumer à la maison et dans la voiture, sensibiliser ses enfants, écrire à son député... chaque geste compte pour enrayer l'épidémie. ::

*Study of tobacco industry documents: marketing to women, Susan Middlestadt, <http://cancercontrol.cancer.gov/grants/abstract.asp?AppId=6785529>*

*Tobacco documents online, Women's Collection from Marketing to Counter-Marketing, <http://tobaccodocuments.org/women/about.php>*

*Tabac: filtre féminin, 8<sup>e</sup> Journées annuelles de santé publique, nov-déc. 2004, Montréal, [www.inspq.qc.ca/jasp/archives/2004.asp?A=9](http://www.inspq.qc.ca/jasp/archives/2004.asp?A=9)*

## élues

Au Canada, la gestion municipale reste une affaire d'hommes, selon une enquête de la Fédération canadienne des municipalités (FCM). Les chiffres sont accablants: globalement, les villes du Canada comptent seulement 21,7% d'élues. Soit largement moins qu'au Costa Rica (73%), au Chili (48%), en Suède (42%), en Bolivie (34%), en Finlande (31%), au Ghana (30%), en Afrique du Sud (29%) et au Royaume-Uni (27%), selon une enquête de l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux! À la suite d'un sondage auprès de 152 municipalités, la FCM a déterminé que 14% des villes du Canada n'ont aucune élue et que 32% n'en comptent qu'une. Seuls 13% des conseils municipaux comptent au moins autant de femmes que d'hommes parmi leurs membres. Quant aux femmes des minorités visibles, aux immigrantes et aux handicapées, elles ne représentent chacune qu'un maigre 1% de tous les élus.

La FCM a mené une étude plus approfondie sur la participation des femmes aux décisions municipales dans six villes à travers le pays. À Cowichan Valley, Saskatoon, Halifax, Iqaluit, Thunder Bay et Montréal, l'équipe de recherche du Centre international pour

le développement municipal mis sur pied par la FCM a rencontré élus et élues et analysé les modes de participation municipale dans le but d'identifier des pistes d'action. Elle a aussi interrogé une vingtaine de groupes de femmes à travers le pays. Parmi les principaux obstacles freinant la participation féminine dans les instances municipales, on note le peu d'échanges entre municipalités et groupes de femmes, le manque de temps attribuable au travail et aux responsabilités familiales, l'insuffisance d'aide concrète pouvant faciliter l'implication des femmes (garderie, transport, horaire des réunions, etc.), ainsi que le peu de programmes visant à encourager leur insertion dans les instances municipales. Elles-mêmes ne se tournent pas spontanément vers l'action municipale, car elles ont souvent l'impression qu'elles peuvent être plus efficaces et avoir davantage de pouvoir par le biais d'autres instances. Les Inuites, elles, trouvent que le système municipal ne reflète pas leurs valeurs et traditions.

Pourtant, les municipalités, les citoyennes et les organisations féminines reconnaissent toutes que la participation active des femmes est avantagée pour les

communautés. Et il existe des solutions. Ainsi, selon la FCM, la mise en place de processus de consultation municipale efficaces semble attirer les femmes: quand les citoyennes se sentent entendues, elles ont plus tendance à vouloir s'impliquer. Les programmes de mentorat, la formation et la promotion de modèles se sont aussi avérés efficaces. On rapporte ainsi quelques bons coups de municipalités et de groupes de femmes, tels que le projet One woman one vote du YWCA d'Edmonton ([www.onewomanonevote.org](http://www.onewomanonevote.org)) ou les séminaires du Congrès des électrices canadiennes ([www.canadianwomenvoterscongress.org](http://www.canadianwomenvoterscongress.org)). Le Québec, où les villes se sont montrées plus proactives qu'ailleurs, fait figure de modèle. Depuis 2000, par exemple, le Réseau des élues municipales de la Montérégie regroupe la totalité des mairesses et des conseillères de cette région, forme et soutient les candidates et les élues et collabore avec des associations de municipalités pour augmenter le nombre de femmes sur la scène politique municipale. ::

*Accroître la participation des femmes à la prise de décisions municipales: stratégies pour des collectivités canadiennes plus inclusives, [www.fcm.ca/vg-1/increase-1.pdf](http://www.fcm.ca/vg-1/increase-1.pdf)*



Diane Lavalée,  
présidente  
du Conseil  
du statut  
de la femme



## à connaître

**S**i une photographe voulait faire un « portrait de famille » des immigrantes québécoises, qui choisirait-elle pour y figurer? Peut-être une docteure en physique venue de Bombay. Ou une architecte du Maghreb. Une enseignante haïtienne côtoierait une chercheuse malienne, une chef cuisinière française, une ouvrière colombienne... Mais autant y renoncer tout de suite. Le profil des néo-Québécoises est si diversifié qu'elles n'entreraient jamais toutes dans le même cliché!

Plus de 350 000 femmes sont venues des quatre coins du globe s'établir chez nous. Chacune a un visage, un bagage différent. Mais toutes partagent le même rêve: contribuer à bâtir leur pays d'adoption. Si, avant les années 1970, elles arrivaient souvent avec une scolarité plutôt modeste, les néo-Québécoises d'aujourd'hui sont en général des travailleuses instruites et expérimentées. Le dossier que vous présente la *Gazette des femmes* lève le voile sur leur dynamisme et leurs compétences professionnelles. Saviez-vous qu'entre 1999 et 2003, 5 111 femmes ont immigré en tant qu'investisseuses, injectant des milliers de dollars dans notre économie?

Dites adieu au Québec « pure laine ». De toute façon, il n'a jamais été qu'un mythe. Dès la période coloniale, Français et Anglais se sont mêlés aux populations autochtones. Pêcheurs basques, soldats allemands, Irlandais chassés par la famine, bûcherons portugais ont progressivement enrichi notre pays. Sans oublier les Noirs deportés ici comme esclaves, comme Marie-Josèphe-Angélique, domestique à Montréal au 18<sup>e</sup> siècle, dont la vie est relatée dans *Le procès de Marie-Josèphe-Angélique* par l'historienne Denyse Beaugrand-Champagne...

Les premières immigrantes ont été accueillies surtout parce qu'il fallait peupler le pays. Pensons aux fameuses Filles du Roy! Celles d'aujourd'hui arrivent avec bien d'autres projets que celui d'enfanter – bien que cela reste, pour plusieurs, un rêve qu'elles chérissent avec amour. C'est souvent dans l'espoir d'une vie meilleure pour leurs enfants que ces femmes quittent leur pays, leur famille, leurs amis et affrontent les difficultés du « ré-établissement » dans une contrée éloignée. Quant à celles qui se réfugient chez nous pour fuir la guerre, la dictature ou la famine, elles survivent à cette douleur parce qu'elles ont espoir de s'intégrer à une nouvelle communauté où elles pourront faire fructifier leur talent en paix.

Pour toutes ces femmes, les obstacles sont nombreux. D'abord, elles doivent perfectionner leur français, une condition vitale pour leur intégration. Sans cet outil de communication, elles vivent dans un grand isolement, dépendantes de leur conjoint, voire de leurs enfants. Deuxième obstacle: leur expérience ou leur diplôme n'est pas nécessairement reconnu. Pourtant, les femmes qui sont arrivées ces dernières années ont dû faire valoir leur diplôme pour obtenir leur permis d'immigrante. Imaginez leur surprise et leur désarroi quand, en arrivant au Québec, elles apprennent qu'elles doivent entreprendre une série de démarches (souvent onéreuses) pour faire reconnaître ce diplôme qui leur a permis d'immigrer! Et encore, ces démarches n'aboutissent pas toujours...

**Avec toutes leurs qualifications, les immigrantes n'occupent pas encore la place qui leur revient sur le marché du travail.**

Avec toutes leurs qualifications, les immigrantes n'occupent pas encore la place qui leur revient sur le marché du travail. Elles se retrouvent encore trop peu nombreuses dans des postes de pouvoir, que ce soit à l'Assemblée nationale, dans le monde municipal ou dans les entreprises... Être femme et immigrante, c'est subir une double discrimination. Celles qui appartiennent à une minorité visible doivent lutter encore plus fort pour se tailler une place au soleil.

Encore trop d'immigrantes triment dans des emplois précaires et sous-payés, bien en deçà de leurs capacités: domestiques, ouvrières dans les manufactures... Ne fermons pas les yeux non plus sur le sort des femmes trafiquées à des fins de prostitution. Ces phénomènes nous obligent à faire notre examen de conscience. Que pouvons-nous faire pour contrer cette exploitation chez nous?

Tout en préservant leur culture d'origine, les néo-Québécoises s'adaptent à notre société et l'enrichissent considérablement. Elles doivent être reconnues comme des citoyennes à part entière. Les immigrantes sont là, avec leur talent, leur expertise et leur ardeur au travail. Elles ne demandent pas mieux que d'édifier avec nous le Québec de demain! ::

# « Je ne suis pas celle que vous croyez »

par Mélanie Saint-Hilaire

Les néo-Québécoises sont bien plus scolarisées et expérimentées qu'on ne le croit. Leurs bagages comptent plus de diplômes que ceux des femmes, voire des hommes nés ici. Bye-bye les préjugés! Mais si elles contribuent généreusement à l'économie du pays, ce n'est pas toujours à la hauteur de leurs compétences...



Depuis 10 ans, Marianne Dzomo a vu passer des frimousses de toutes les couleurs à L'Arche de Noé, sa halte-garderie aux murs jaune soleil, en banlieue de Québec. Et dépanné bien des parents aux prises avec des horaires atypiques. « La halte, c'est comme un bébé pour moi », rigole cette Québécoise d'origine camerounaise, mère de trois ados. « Pour elle, j'ai même pris mon mari en otage. Quand il a reçu des offres de l'Ontario, après son doctorat, j'ai refusé de partir! »

Aujourd'hui, la titulaire d'une maîtrise en sciences de l'éducation emploie quatre éducatrices, dont trois immigrantes, et cherche à financer l'achat d'une maison pour ouvrir une garderie à 7 \$. Pas de doute, elle a bien mérité le prix Entreprise en émergence 2004, attribué par la Chambre de commerce de Québec lors d'un gala célébrant l'apport des immigrants au développement de la région.

Une Québécoise sur 10 est née à l'étranger. Ces quelque 350 000 immigrantes sont plus scolarisées que les femmes, voire que les hommes nés ici: 19% possèdent un diplôme universitaire. Elles sont aussi de plus en plus actives. En 2002, 63% des femmes arrivées dans l'année prévoient travailler à l'extérieur du foyer, contre 58% en 1998. Ça fait l'affaire du pays, qui a besoin d'elles pour retoucher son économie, malmenée par le vieillissement de la population et la pénurie de main-d'œuvre.

Photo: Nancy Lessard

«Travaillez-vous?» Il n'y a pas de question plus gênante pour un immigrant », assure Sylvia Mery, une travailleuse communautaire qui a fui le Chili de Pinochet, en 1983. «L'emploi est la grande porte pour l'intégration. Il prévient l'isolement, la dévalorisation et les problèmes liés à la pauvreté», renchérit Bouchra Kaache, directrice du Centre international des femmes, à Québec. Son plus récent projet, *Apprends-moi ta langue*, jumelle des immigrantes qui veulent approfondir le français avec des francophones entichées d'espagnol, d'arabe, etc. Un meilleur parler et un réseau social plus étendu devraient aider les nouvelles venues à décrocher un emploi à la hauteur de leurs compétences, espère la jeune docteure en archéologie, venue du Maroc il y a cinq ans par amour.

«Un immigrant vient pour vivre, et pour vivre, il faut travailler», lance à son tour Yolette Lévy, 66 ans, conseillère municipale à Val-d'Or. Cette Haïtienne de naissance a fui la dictature de Duvalier aussi loin que possible: en Abitibi-Témiscamingue! C'était en 1969; à court de personnel, la commission scolaire avait déroulé le tapis rouge à cette enseignante en sciences et à son mari, prof de lettres. En retour, le couple a beaucoup donné à cette région, où il a élevé ses trois enfants. «L'objectif ultime d'un immigrant, c'est de vivre au cœur d'une communauté », dit l'ex-syndicaliste, qui était de la marche Du pain et des roses en 1995 et qui siège au conseil d'administration de plusieurs organismes locaux.

Des néo-Québécoises qui contribuent à la société de manière exceptionnelle et qui mènent une belle carrière, il y en a beaucoup. Sur la porte de son bureau, au ministère du Conseil exécutif, Siham Zouali a affiché son nom... en arabe. Bien que personne ne parle sa langue maternelle, tous déchiffrent sans peine l'écriteau. Normal: les immigrantes ne forment que 4,4% des salariées des administrations publiques québécoises. Qui aurait cru que Siham ferait une si belle carrière lorsqu'elle a débarqué du Maroc, à 19 ans, pour suivre son mari, étudiant à l'Université Laval? Raide pauvre, elle tenait ménage

Les immigrantes ne forment que 4,4% des salariées des administrations publiques québécoises. Qui aurait cru que Siham Zouali, économiste au ministère du Conseil exécutif, ferait une si belle carrière lorsqu'elle a débarqué du Maroc, à 19 ans et sans le sou?



Photo: Mélanie Cantin

avec 5 000\$ par an. Elle a même dû laisser son bébé chez sa mère, à Tanger, afin de pouvoir terminer sa maîtrise en économie. Pas de sous pour payer une gardienne. La séparation a duré trois ans. Puis est venu le divorce. C'est là qu'elle s'est dit: «Si je trouve du travail, je reste.»

Elle se souvient de son premier emploi comme si c'était hier. L'économiste Pierre Fortin lui avait offert un contrat d'assistante de cours. «Siham a l'air toute douce, mais c'est une *tough*», avait-il dit aux étudiants. À l'époque, elle portait le hidjab. «Dans un monde d'hommes occidentaux, ça m'isolait beaucoup. Lui m'a donné ma chance», dit-elle, reconnaissante. «Je n'ai pas eu de difficulté sur le marché du travail. J'ai été chanceuse.» Dans toute sa carrière, elle n'a retiré que deux mois de chômage!

Pour travailler, les immigrantes sont prêtes à bien des sacrifices. Il y a six ans à peine, Iliana Hristova débarquait de Sofia, en Bulgarie, avec son fils et son mari, psychologue. Cette diplômée en génie civil parlait un français haché et, en bonne ex-communiste, ne savait pas tourner un C.V. ni passer une entrevue d'embauche. Son premier job, un contrat en Alberta, l'a forcée à quitter sa famille pendant un an... et à emprunter! «J'étais payée au salaire minimum et je louais une chambre au prix de mon appartement à Montréal. Mais je savais que sans expérience, je n'arriverais à rien; et je devais apprendre l'anglais.» Le pari s'est révélé payant. Peu après, cette spécialiste en traitement des eaux usées a obtenu un poste de gestionnaire des déchets en Outaouais, avant d'être promue en Montérégie. Il y a quelques mois, elle s'est fait

construire une belle maison en brique dans un quartier neuf de Salaberry-de-Valleyfield. «Avec des fenêtres en arcades, précise-t-elle fièrement. On continue dans la bonne voie.»

Les exemples de réussite abondent. Et pourtant, les néo-Québécoises n'occupent pas leur juste place sur le marché du travail. À 12,4%, leur taux de chômage excède de beaucoup celui de la population féminine québécoise, qui était de 7,7% en 2001.

«Les entreprises ne reconnaissent pas la valeur des diplômes et de l'expérience acquise à l'étranger», déplore Karim Touchene, chargé de projet au Centre d'encadrement pour jeunes filles immigrantes (CEJFI), à Saint-Laurent. Son organisme aide des femmes provenant de 35 ethnies, dont plusieurs d'origine africaine. Parmi elles, beaucoup d'universitaires. Leur problème numéro un? L'accès au travail, affirme cet ingénieur en informatique, émigré d'Algérie il y a deux ans. Le CEJFI a d'ailleurs lancé une recherche-action pour savoir comment les immigrantes pourraient se tailler une place dans l'administration municipale de Montréal, un secteur où elles sont sous-représentées.

Shafiq Allayer, 38 ans, a vite compris que le principal problème des personnes immigrantes est la reconnaissance des acquis (voir encadré «L'ordre professionnel: un obstacle?»). «À chaque pas, pour nous, il y a un blocage», constate-t-elle, avec une pointe d'amertume. Cette médecin de Kaboul, en Afghanistan, avait 11 ans d'expérience lorsqu'elle a débarqué à Montréal, en 2001. Pour accéder au Collège des médecins, elle devrait passer trois examens à environ 1 000\$ chacun et faire un stage. Les tests sont



Photo: Mélanie Cantin

Marianne Dzomo, d'origine camerounaise, est à la tête de la halte-garderie L'Arche de Noé, en banlieue de Québec, qui emploie quatre éducatrices, dont trois immigrantes. Un parfait exemple d'intégration réussie.

d'une extrême difficulté, les places d'interne quasi introuvables. « Et toutes les banques auxquelles j'ai demandé un prêt me l'ont refusé. » Mission impossible!

Très bien, s'est dit Shafiq. Elle s'est inscrite à l'université pour reprendre sa médecine. Mais comme elle n'a pas de copie de son diplôme (son pays natal ne répond plus), McGill l'a renvoyée au collège. Et le Cégep Dawson, au secondaire! Alors, elle a demandé à Emploi-Québec une formation d'infirmière auxiliaire pour entrer dans le système de santé et y faire éventuellement son chemin en étudiant. Le conseiller a refusé, arguant que les boursiers doivent rester dans les créneaux pour lesquels ils ont été formés. « Au Canada, le système est bon pour les immigrants peu qualifiés, pas pour les professionnels, juge Shafiq. Si nous pouvions suivre un entraînement de deux ou trois ans pour rafraîchir nos connaissances, et passer les examens graduellement, tout le monde serait content, non? » Pour l'instant, elle travaille comme intervenante au Centre communautaire des femmes sud-asiatiques pour nourrir ses deux enfants et payer les examens de son mari, chirurgien pédiatrique, qui étudie à la maison. Il en a déjà réussi un... S'il redevient médecin, il lui rendra la pareille.

Tina De Luca, directrice de l'Association des femmes immigrantes de l'Outaouais, remarque que les femmes sont souvent prêtes à faire plus de compromis que leur mari pour intégrer le marché. « Comme elles pensent avant tout à faire vivre leur famille, elles vont accepter plus facilement un travail qui n'a pas de lien avec leur formation, dit cette Québécoise née de père italien. Ce n'est pas une mauvaise chose en soi; ça leur permet entre autres de pratiquer le français. » Mais elle fait tout de même circuler une pétition pour que soient mieux reconnus les diplômes des immigrants, à l'intention de l'Assemblée nationale.

Michèle Vatz-Laaroussi, arrivée de France en 1992 pour devenir professeure en service social à l'Université de Sherbrooke, est fascinée par la force de nombreuses immigrantes. « Elles jouent un rôle important dans les stratégies familiales d'intégration par leurs habiletés liées à la condition féminine: la création de réseaux, la débrouillardise, le savoir informel. Parfois même, elles deviennent un modèle pour leur conjoint, dit la chercheuse, qui étudie ce sujet depuis longtemps. L'homme, qui ne se valorise souvent que par le travail, est dévasté par le chômage ou un job médiocre. La femme, elle, parvient à se reconstruire autrement, en se basant sur son statut de mère ou ses relations. »

Malgré tout, les immigrantes vivent cruellement la déqualification professionnelle. De plus en plus, celles qui arrivent ici travaillaient dans leur pays d'origine. Certaines œuvraient même dans des créneaux non traditionnels: les Européennes de l'Est et les Arabes, entre autres, sont étonnamment nombreuses dans les professions masculines telle l'ingénierie. « Mais lorsqu'elles arrivent ici, comme leurs qualifications ne sont pas reconnues, on les renvoie à des métiers traditionnels! Elles vont dans les garderies s'occuper des enfants ou faire de la couture dans les usines de textile », déplore Michèle. La conciliation travail-famille, jadis assez aisée grâce au soutien de la parenté, devient aussi un véritable casse-tête. « Elles qui arrivent avec une idée de promotion sociale se retrouvent amèrement déçues. »

En 2003, le Comité sectoriel d'adaptation de la main-d'œuvre pour personnes immigrantes a publié une passionnante *Étude exploratoire sur la situation des salariées immigrantes au Québec* ([www.camo-pi.qc.ca](http://www.camo-pi.qc.ca)). Celle-ci compare le revenu annuel médian et la répartition par secteurs d'emploi des femmes de 20 communautés culturelles. L'injustice crève les yeux. Les travailleuses des minorités visibles, sous-représentées dans les créneaux payants, sont mal rémunérées presque partout. Dans la catégorie des soins de santé et services sociaux, par exemple, les Africaines, Latino-Américaines, Arabes et Asiatiques occidentales gagnent au minimum 10% de moins que les Québécoises de naissance – avec les Grecques et les Espagnoles, traditionnellement moins scolarisées.

« Les femmes de couleur n'ont pas de mal à trouver un emploi mal payé. Le problème, c'est quand elles briguent des postes de professionnelles », remarque Christiane Nkolo, en me versant un délicieux jus d'ananas au gingembre. Cette ex-Camerounaise aux longues tresses, 35 ans et trois enfants, rédige une maîtrise sur l'insertion en emploi des Africaines noires dans la région de Québec. Elle a interviewé 14 immigrantes, dont 12 travaillaient... mais sous leurs



Il y a six ans, Iliana Hristova débarquait de Sofia, en Bulgarie, avec son fils et son mari. Cette diplômée en génie civil parlait un français haché et, en bonne ex-communiste, ne savait pas tourner un C.V. ni passer une entrevue d'embauche.

Photo: Anton Balabanov



« La réussite de l'immigration repose sur la rencontre de deux projets : celui d'une personne porteuse d'un rêve et celui d'une société accueillante et ouverte sur le monde.



J'invite les Québécoises de toutes origines à s'engager dans tous les secteurs d'activité qui les intéressent. En mettant à profit vos ressources et votre potentiel, vous enrichissez le Québec sur tous les plans. »

**Michelle Courchesne**  
Ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration  
et responsable de la condition féminine

# L'immigration : rencontre de deux projets

« Nous sommes fiers de ce que nous avons accompli... il y a eu des moments difficiles, mais nous les avons surmontés. »

*Cristina Bucica*

Agente aux consultations publiques,  
Ville de Québec



« Sans renier mes principes et mes valeurs, je voulais comprendre, m'adapter. »



*Khadja Benelhadj-Djelloul*  
Présidente du  
Regroupement interculturel  
de Drummond




« Je n'ai jamais hésité à aller au-devant des gens, à faire les premiers pas. »

*Mercedes Orellana*

Directrice du  
Service d'aide  
aux Néo-Canadiens  
de Sherbrooke

Relations  
avec les citoyens  
et Immigration

Québec 

[www.immigration-quebec.gouv.qc.ca](http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca)



Plus aucun préjugé racial ne peut surprendre Aoura Bizzari, directrice du Collectif des femmes immigrantes du Québec. Elle a offert à 56 associations professionnelles de présenter des immigrantes au C.V. exceptionnel à leurs déjeuners-causeries. Toutes ont refusé...

qualifications. En revanche, celles qui ont grandi au Québec s'en tirent mieux. « Les femmes ne connaissent pas le marché du travail, constate-t-elle. En Afrique, tu as un diplôme, un oncle te donne un emploi; ici, l'expérience joue un plus grand rôle. Mais on fait comme chez nous, on néglige de prendre de petits contrats pendant nos études, alors notre compétence est moins reconnue. »

À cela s'ajoutent les tâches domestiques et les soins aux enfants. Souvent, celles qui arrivent ici n'ont plus le soutien de leur réseau familial et pas encore celui de leur conjoint. « L'homme ne comprend pas qu'il doit t'aider. Il te traite de féministe. Ça cause des divorces. » Christiane sait de quoi elle parle. Lorsqu'elle est arrivée au Québec avec son premier mari, il y a 14 ans, tous deux étudiaient à temps plein; mais alors qu'elle courait à la maison dès 15 h pour mitonner le souper, lui prenait des détours. Ça n'a pas duré... De plus, les Noires se butent encore à beaucoup de préjugés. « On imagine une femme avec des problèmes de violence conjugale, qui n'a pas d'initiative, qui n'est pas intelligente », énumère-t-elle, lucide.

Plus aucun préjugé racial ne peut surprendre Aoura Bizzari, directrice du Collectif des femmes immigrantes du Québec. Les clichés sont si répandus que son organisme donne des ateliers pour apprendre aux néo-Québécois comment les déjouer. « L'employeur a peur que la personne arabe s'arrête cinq fois par jour pour prier, que la Latine arrive en retard le matin, que la Haïtienne travaille trop lentement, etc. Il n'ose pas lui poser la question, de peur de passer pour raciste. Il faut que les immigrants apprennent à le rassurer sur ses craintes non exprimées », dit-elle. En présumant qu'il accepte de les entendre. De décembre 2003 à octobre 2004, Aoura a offert à 56 associations professionnelles, telles les chambres de commerce, d'aller à leurs déjeuners-causeries pour présenter en quelques minutes des immigrantes au C.V. exceptionnel. Toutes ont refusé...

## Qu'est-ce que ces femmes ont en commun?

JOCÉLYNE ALLOUCHERIE RAYMONDE APRIL MARIE-CLAIRE BLAIS COLETTE BOKY

MONIQUE BOSCO *Nicole Erickson* LUDMILLA CHIRIAEFF MARTINE ÉPOQUE

MARCELLE JETROY MADELEINE GAGNON CARMEN GILL-CASAVANT

BETTY GOODWIN ANNE HÉBERT PHYLLIS LAMBERT *Micheline Lantier*

RINA LASNIER ANDRÉE MAILLET MONIQUE MERCURE

*Anne Marie Fournier* FRANCE GAGNON PRATTE

JEANNE RENAUD GABRIELLE ROY FRANÇOISE

SULLIVAN IRÈNE F. WHITTON

## ELLES

- ont réinventé leur discipline,
- ont éveillé nos consciences,
- ont exprimé le meilleur de notre culture,

**ELLES sont lauréates d'un  
Prix du Québec dans le domaine culturel.**

## VOUS AVEZ UNE CANDIDATURE À NOUS PROPOSER ?

Date limite pour le dépôt des dossiers : 15 avril  
www.prixduquebec.gouv.qc.ca  
(418) 380-2363, poste 7220

Le Secrétariat des Prix du Québec lance un appel de candidatures pour 2005. Vous pouvez, à titre individuel ou au nom de votre organisation, proposer le nom d'une personne ayant mené une carrière remarquable dans le domaine de la culture.

Québec



« À chaque pas, pour nous, il y a un blocage. » Shafiq Allayer, médecin de Kaboul, en Afghanistan, avait 11 ans d'expérience lorsqu'elle a débarqué à Montréal. On lui demande aujourd'hui de refaire sa cinquième secondaire! « Au Canada, le système est bon pour les immigrants peu qualifiés, pas pour les professionnels. »

Photo: Caroline Hayeur / Agence Stock

## L'ordre professionnel : un obstacle ?

Le Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ) en a marre d'être perçu comme l'obstacle numéro un à l'intégration des immigrants scolarisés. L'organisme, qui représente 45 ordres professionnels, a pour mission de protéger le public contre l'incompétence. Mais d'aucuns l'accusent de corporatisme, voire de xénophobie. « Un ministre nous a même traités de "regroupement moyenâgeux", s'insurge le directeur général, André Gariépy. On a pu mériter ces reproches il y a 30 ans; plus aujourd'hui! »

Selon l'avocat, chaque année, environ 50% des 1 500 immigrants qui demandent un permis d'exercice pour une profession réglementée l'obtiennent. Environ 30% doivent se perfectionner, et 20% sont rejetés. Seulement 2,4% des membres des ordres du Québec avaient une langue maternelle autre que le français ou l'anglais en 2002. « Les ordres ne contrôlent ni l'offre ni la demande. Nous n'avons pas de pouvoir sur la représentativité », répond-il. Par exemple, il vient de signer une entente

formelle de collaboration avec le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) pour rendre plus efficace l'évaluation des diplômes étrangers. Il offre aussi une formation aux relations interculturelles aux responsables de l'admission.

Des problèmes subsistent, le directeur général en convient. Le coût prohibitif de certains examens en est un. Le traitement réservé aux professionnels qui ne peuvent pas récupérer leurs diplômes, comme certains Afghans ou Somaliens, en est un autre. « Pour ces gens, c'est un drame, je vous l'accorde, regrette-t-il. Mais il faut s'assurer que la personne ait bien étudié! » Selon lui, le nœud du problème reste l'accès au perfectionnement, avec prêts étudiants. Depuis un an, les choses évoluent, note-t-il. Le ministère de l'Éducation s'approprierait à créer des formations d'appoint pour les professionnels à qui il ne manque que quelques cours. Et le Groupe de travail sur l'accès aux professions et métiers réglementés, chapeauté par le MRCI, devrait recommander des actions concrètes en avril. Il est question d'un service d'évaluation des compétences professionnelles.

Aoura a quitté son Italie natale en 1971. Lorsqu'elle a cherché un emploi d'ouvrière tricoteuse, elle s'est fait répondre qu'il n'y avait pas de toilettes pour elle à l'usine. Ici, les tricoteurs étaient tous des hommes! Elle a été représentante Tupperware avant de

fonder le Collectif, en 1983, pour porter les revendications des immigrantes de toutes origines. Depuis 15 ans, l'organisme développe surtout des projets d'aide à l'emploi, comme son service de présélection de la main-d'œuvre pour les entreprises de la

région de Montréal, qui remporte un franc succès. « Seulement trois personnes se sont fait licencier en huit ans, dit la sémillante dame. Si quelqu'un répond aux besoins, qu'il soit blanc, rouge, jaune, vert, on s'en fout! » Il faudra bien qu'on s'y habitue, puisque les immigrants appartiennent aux minorités visibles dans une proportion croissante.

C'est au boulot que se révèlent le plus les tensions raciales, prévient toutefois Yvette Lévy. Surtout lorsqu'il implique des discussions enflammées. « Quand on n'est pas d'accord, que le seuil de tension est atteint, là, on voit apparaître le racisme. Ce ne sont pas des injures. C'est plus fondamental. Les gens te disent: "Chez nous, au Québec, on fait ça comme ça"... »

Parfois, le rejet tient à un détail aussi anodin que l'accent. Parlez-en à Patricia Weber, cofondatrice de La Beauce, c'est nous aussi, organisation d'accueil pour les nouveaux arrivants. Mariée à un gars du coin, cette enseignante d'origine alsacienne, recyclée dans l'hôtellerie, s'est fait accueillir ainsi par une collègue: « Ah non, pas une Française! » Tandis que Michèle Dhaiti, arrivée de Port-au-Prince dans les bras de sa mère, à 3 ans, ne s'est jamais fait chanter de bêtises, malgré sa peau dorée et sa tête pleine de frisettes. « Je parlais sans accent et j'avais les mêmes références culturelles que les jeunes de mon âge. L'imagine que ça rassurait les gens », suppute l'anthropologue de 48 ans, professeure au Collège François-Xavier-Garneau, à Québec.

De son immigration, Michèle Dhaiti ne se rappelle plus que les sachets d'arachides distribués dans l'avion, qui lui ont donné à tout jamais le goût du beurre de « pinottes »! Elevée à Joliette, cette fille de médecin n'a pas souvenir d'avoir été traitée en étrangère. Les difficultés vécues par les immigrants, elle en a pris conscience dans ses cours, à l'université. Elle a alors appris le créole et s'est engagée dans des organismes tel Garneau International, qui organise des stages interculturels et des ateliers pour les institutions désirant « gérer la diversité ». Ce qui lui a valu le prix



Bouchra Kaache, directrice du Centre international des femmes, à Québec. Son plus récent projet, *Apprends-moi ta langue*, jumelle des immigrantes qui veulent approfondir le français avec des francophones entichées d'espagnol, d'arabe, etc.

Olivier-Le Jeune 2004, attribué dans le cadre du Mois de l'histoire des Noirs. « Les immigrants de deuxième génération se dirigent dans les mêmes créneaux d'emploi que les Québécois de souche, se réjouit-elle. Il n'y a rien de fermé pour eux, et sinon, ils enfoncent les portes. »

Refaire sa vie dans un autre pays ne sera jamais une partie de plaisir. Il y a sept ans, Marie-Cécile Symons vendait sa maison en Belgique et chargeait ses meubles sur un bateau. Là-bas, entre l'affaire du pédophile Dutroux et le passage à l'euro, elle n'entrevoit qu'un avenir morose pour elle, son mari et sa fille. Ici, cette secrétaire de direction bilingue a mis deux semaines et demie

pour décrocher un emploi. Mais oh là là, le dépaysement! Elle demandait une gomme? Elle recevait une chique plutôt qu'une « efface ». Quelqu'un voulait un cartable? Elle pensait à un sac à dos! Le choc culturel l'a aussi secouée. Dans une lettre d'opinion publiée dans le journal *Le Soleil*, en janvier, elle raconte combien il est dur de recommencer une carrière au bas de l'échelle et de modifier certaines attitudes pour ne pas être traitée de « maudite Française ». Malgré tout, elle apprécie son travail dans un cabinet d'avocats. « Je trouve mes employeurs humains. Chez nous, si tu pars à 17 h, c'est vu comme un manque de sérieux. Pas ici. »

Le Québec devrait accueillir environ 45 000 immigrants cette année, dont 65 % de la catégorie économique (travailleurs et investisseurs). Saura-t-il le faire avec hospitalité? En mars 2004, le ministère des Finances a sabré dans les sommes allouées à leur accueil. Inquiets, plusieurs organismes de la région de Québec ont publié une lettre de protestation dans les journaux. Parmi les signataires, Hortensia R. Siles, directrice de l'Association Québec-Bolivie. « Les professionnels vont sans doute s'en tirer. Mais les autres? » demande cette digne dame couronnée de cheveux noirs, qui a œuvré pendant 30 ans comme travailleuse sociale dans la capitale.

Hortensia se décrit aujourd'hui comme une « ex-immigrante ». Mais elle n'a rien oublié de ces longs mois de 1971-1972 où elle a attendu les visas de ses deux fils et de son mari, l'actuel consul

## En français, s.v.p.

Si l'emploi est un passeport pour l'intégration, la langue, elle, est un billet d'avion! Or, plus d'immigrantes (27 %) que d'immigrants (22 %) ignorent le français. Par malheur, le dernier budget gouvernemental a réduit les subventions à la francisation, qui sont passées de 45 à 42,2 millions \$. Le temps d'apprentissage a décliné de 40 à 33 semaines et les niveaux, de cinq à trois; en revanche, la semaine a gagné cinq heures. « C'est plus intensif, mais en fin de journée, les étudiants sont brûlés », déplore Isabelle Ducasse, monitrice de français langue seconde au Cégep du Vieux Montréal. « Depuis août, je trouve les finissants moins bien outillés. Et si on les laisse partir avec un français bourré de fautes, comment voulez-vous qu'ils travaillent comme ingénieur ou biochimiste? Il reste McDo ou Toronto. »

de Bolivie au Québec. « Chaque soir, j'écrivais à ma famille et je pleurais jusqu'à minuit. Quand tu as le sentiment de ne pas avoir de contrôle sur ta vie, c'est horrible. » Le jour, elle travaillait à l'hôpital psychiatrique Robert-Giffard. Le soir, elle corrigeait ses notes de dossiers, dictionnaire sur les genoux. Dur? Sans doute. Mais elle garde cette intime conviction: « Si je n'avais pas travaillé, j'aurais pu sombrer dans une dépression profonde. » ::



# UN OBJECTIF EN COMMUN: LA SOLIDARITÉ!

Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec

FTQ

La FTQ, une centrale inclusive et soucieuse du mieux-être de toutes.

[www.ftq.qc.ca](http://www.ftq.qc.ca)



# Le silence des ouvrières

Photo: Femmes et production industrielle



Parce qu'elles doivent à tout prix travailler, les immigrantes acceptent des emplois difficiles que boudent les gens d'ici. Elles œuvrent dans le textile, la restauration, l'hôtellerie ou l'entretien ménager, dans des conditions éprouvantes où les risques de blessures sont élevés. Mais ne comptez pas trop sur elles pour vous raconter leurs malheurs. Elles ne sont ni bavardes ni geignardes, celles-là.

Agente de recherche à la Direction de la santé publique de Montréal-Centre, Sylvie Gravel l'a bien constaté lors de sa dernière étude sur l'accès des travailleurs accidentés aux compensations à la CSST. Du jamais vu en 20 ans de carrière: elle a essuyé un taux de refus de 43% chez les 380 personnes ciblées, dont la moitié étaient des néo-Québécois. «Du côté de ces derniers, la peur était palpable. Peur d'être congédié, de perdre son droit à l'indemnisation, de ne pouvoir parrainer sa famille, de voir surgir la radio, la télé, les journaux.» Des craintes injustifiées? Non.

«Le taux de congédiement à la suite d'une lésion professionnelle est **EXTRÊMEMENT** élevé chez les travailleurs immigrants», affirme la chercheuse.

Sylvie Gravel a eu une autre surprise: elle a découvert du racisme sur les lieux de travail. Intriguée par les témoignages d'une dizaine de femmes qui n'avaient pu être indemnisées alors qu'elles auraient normalement dû l'être, elle est allée les interroger elle-même. C'est à la troisième entrevue qu'elles se sont livrées. «Là, j'en ai entendu des histoires, relate la chercheuse. Elles me donnaient l'impression d'être au siècle dernier.» Exemple: telle femme chez qui on avait diagnostiqué un syndrome du canal carpien aurait dû se voir attribuer une tâche moins répétitive, mais ça n'avait pas été fait. Pourquoi? «Elles m'ont dit: "Ces postes-là sont réservés aux Blanches, parce que pour un même salaire, on n'a pas besoin de produire autant." Et ça se passe aujourd'hui, chez nous, rue Chabanel!»

Aujourd'hui adjointe à la présidente du Conseil du statut de la femme, José Gauvreau s'est déjà butée elle aussi au mutisme des travailleuses. C'était il y a 12 ans. Alors agente de recherche au ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, elle avait interrogé 42 travailleuses d'origine italienne, grecque, portugaise et haïtienne, mais n'avait pas réussi à tirer un mot des Asiatiques et des Latino-Américaines. Intitulée *Incognito*, son étude brossait un

portrait sombre de la situation des travailleuses du vêtement de la région de Montréal. Usées par le travail abrutissant, les ouvrières les plus âgées constataient avec tristesse qu'elles avaient perdu leurs compétences. D'excellentes couturières qu'elles étaient au départ, plusieurs avaient été ravalées au rang de poseuses de collets. Pire encore: certaines en étaient réduites à maquiller les étiquettes, en remplaçant un *Made in Hong Kong* par un *Fait au Canada* ou *Fait au Québec*.

José Gauvreau se souvient d'avoir vu des vêtements haute couture confectionnés par des ouvrières chinoises qui, le jour, n'étaient plus que le prolongement d'une machine. «C'était de toute beauté. Ces femmes-là étaient de grandes designers», raconte-t-elle.

Que fait-on du talent des immigrantes? José Gauvreau a le cœur lourd quand elle pense à ces Européennes de l'Est qu'elle a accueillies lorsqu'elle était membre du conseil d'administration du Centre international des femmes de Québec, il y a quelques années. Bardées de diplômes, elles dirigeaient des entreprises dans leur pays; ici, elles étaient préposées aux bénéficiaires dans des centres d'accueil. «Alors qu'on fait des pieds et des mains pour encourager les Québécoises à aller vers des secteurs de pointe, on a envoyé ces femmes-là dans des emplois on ne peut plus traditionnels», s'indigne-t-elle. ::

## Une immigrante sur deux au bas de l'échelle

Où bossent les immigrantes? Dans les secteurs accessibles qui, par hasard, se révèlent très peu payants... Le quart d'entre elles se retrouvent en manufacture, où le revenu annuel médian n'est que de 16 043\$. C'est là que l'écart de revenu entre Québécoises de souche et nouvelles venues est le plus criant: dans la région de Montréal, où les immigrantes se concentrent, il atteint même 35%! Un autre quart des travailleuses immigrantes se retrouvent dans des secteurs peu lucratifs où le temps partiel abonde: l'hébergement et la restauration (RAM: 12 292\$), le commerce au détail (RAM: 14 006\$) et les «autres services» (RAM: 13 270\$). De l'avis des chercheurs, la situation n'a rien à voir avec les diplômes. S'il est vrai que certains groupes de femmes – Grecques, Portugaises ou Italiennes – sont peu diplômés, on trouve dans ces secteurs d'emploi une forte présence d'immigrantes très scolarisées, venues notamment des Philippines, d'Indochine et de l'Asie du Sud. ::



Nahib Aboumansour

Photo: Caroline Hayeur / Agence Stock

En arrivant à Montréal, l'architecte libanaise Nahib Aboumansour a vite compris qu'elle devrait faire le deuil de sa profession. « Pour moi, c'était fini, l'architecture. Je me suis dit: "Je vais construire avec les humains." » C'est ainsi qu'elle a fondé avec sœur Denise Arsenault, de regrettée mémoire, une entreprise d'intégration sociale et d'insertion au marché du travail: Petites-Mains a vu le jour en 1994.

« Sœur Denise et moi, nous rencontrons souvent des femmes au comptoir alimentaire de la communauté. Elles disaient: "Ne nous donnez pas de nourriture ni de vêtements, ce n'est pas pour ça que nous sommes au Canada. Donnez-nous plutôt du travail." »

## Petites-Mains: bâtir avec l'humain

Elles ont consulté un groupe de femmes qui ont opté pour une formation à la fine pointe de la technologie dans le domaine de la couture. Petites-Mains diplôme chaque année une cinquantaine d'opératrices de machines industrielles. Plongées dans des conditions réelles de travail et payées au salaire minimum, les étudiantes reçoivent des contrats de vrais clients à qui elles doivent livrer la marchandise en temps et lieu. « Elles apprennent à respecter un horaire, des consignes, un échéancier... Même si elles ne travaillent pas dans le domaine ensuite, elles auront acquis une expérience qui va toujours leur être utile », explique la directrice.

Les femmes qui viennent à Petites-Mains – à 98 % des immigrantes issues de 70 pays – y trouvent aussi des services de francisation, de référence et de placement. Grâce à un partenariat établi avec près d'une vingtaine de manufacturiers choisis avec soin, les finissantes sont orientées vers des entreprises qui offrent de bonnes conditions de travail.

« J'ai pas seulement appris à faire fonctionner des machines, dit Josette Toussaint, Haïtienne de naissance. J'ai trouvé une famille à Petites-Mains. Avant, j'avais du mal à aller vers les autres, celles qui portent le voile par exemple. J'ai appris à les connaître. On rit, on mange ensemble. » Josette travaille maintenant dans une manufacture de Montréal au taux horaire de 9,10 \$. « Je travaille dur, très dur, mais j'aime ce que je fais. Et puis, j'ai un bon

employeur », confie-t-elle. Chaque jour, sur sa machine à points droits, elle arrive à coudre 850 braguettes de boxers pour hommes. Elle est fière d'elle: il faut beaucoup de rapidité dans ce métier et elle a réussi à en acquérir.

Kadiatou Condé est arrivée de Guinée-Conakry en 1997. Dans une fabrique de chandails du boulevard Saint-Laurent, elle gagne 8 \$ l'heure. C'est beaucoup mieux qu'avant, alors qu'elle faisait de l'emballage à temps partiel dans une usine qui a fini par faire faillite. Ici, elle peut compter sur le temps plein. Elle en a bien besoin: « Je dois travailler pour payer le loyer, donner à manger à ma famille, rembourser l'agence de voyages qui m'a fait crédit pour faire venir mes enfants ici. » Elle espère que sa fille de 14 ans, restée là-bas, viendra bientôt la rejoindre.

Drôle de choix, la couture? « On a tous en tête l'image de ces manufactures aux rideaux déchirés où les travailleuses se font exploiter. Ça existe, c'est vrai, mais nous ne leur envoyons pas nos femmes », répond Nahib Aboumansour. À son avis, il y aura toujours une demande pour des vêtements faits ici par des ouvrières compétentes. « J'en ai qui gagnent aujourd'hui 9 \$ de l'heure, d'autres qui sont superviseuses dans des entreprises, d'autres encore qui ont fondé des coopératives. Mais ma plus grande fierté, c'est quand j'en entends une me dire que Petites-Mains a changé sa vie, lui a redonné sa dignité. » ::

## Maman Kangourou: le succès de deux Colombiennes

Diana Parada et Catalina Gonzalez, deux immigrantes d'origine colombienne, n'en reviennent pas encore du succès de l'entreprise qu'elles ont créée en 2003 dans un sous-sol de Gatineau. Leur porte-bébé, cette écharpe souple qui permet de garder l'enfant tout près du corps, fait fureur. En un an, elles en

ont vendu 5 000 pour la jolie somme de 100 000 \$. Elles ont ainsi remporté le grand prix de 15 000 \$ au Concours québécois en entrepreneurship. Leur arrivée à Gatineau, une ville où il y a peu d'immigrants, n'a pas été facile. Parce que les emplois manquaient, les deux Colombiennes ont décidé de

lancer une entreprise. Bâtir, mais quoi? L'intérêt suscité par l'écharpe dans laquelle Catalina transportait son bébé leur a dicté la réponse. Elles ont investi chacune 400 \$ et ont commencé à monter leur affaire. Le succès a été instantané. Poussées par la demande qui vient maintenant des États-Unis et



Catalina Gonzalez, avec ses filles Maria Alejandra (dans le porte-bébé) et Maria Sara. Les porte-bébés de Maman Kangourou font fureur. On projette de doubler la production en 2005!

d'Europe, elles projettent de doubler la production en 2005. Les deux femmes sont fières de donner du travail à 25 personnes et d'apporter une part de leur bagage culturel dans leur pays d'adoption. Le succès de Maman Kangourou leur donne des ailes. Catalina a repris ses études en sciences

politiques à l'université. Pour Diana, les petits boulots – femme de ménage, gardienne, caissière – sont chose du passé. « Maintenant, je me sens comme avant de quitter mon pays: Diana Parada est revenue. Ça fait du bien! » ::

## La coiffe et le tablier

En répondant à l'offre d'emploi de l'Hôpital Douglas, en 1975, l'infirmière Evelyn Calugay consentait un gros sacrifice: laisser derrière elle son mari et trois jeunes enfants. « Et le tout petit qui n'avait que 1 an... » Mais dès son arrivée à Montréal, elle commençait à travailler. Citoyenneté et Immigration Canada lui avait octroyé un statut de résidente permanente. Elle ne comprend pas pourquoi les choses ont tant changé depuis.

Au tournant des années 1960, le Canada recevait à bras ouverts des infirmières philippines pour les envoyer très souvent

œuvrer en région éloignée. Mais, allez savoir pourquoi, elles n'ont plus la cote. De nos jours, ces femmes font un passage quasi obligé par le Programme des aides familiaux résidents. Après 24 mois de travail comme domestique, elles obtiennent enfin le statut de résidentes permanentes, mais il leur faut étudier pendant un an et demi et passer bien des examens – où le taux d'échec est très élevé – avant d'avoir accès à leur profession. Le plus triste, c'est qu'en n'exerçant pas leurs compétences, elles les voient s'émousser. L'association des femmes philippines PINAY fait des pieds et des mains pour corriger la situation.

« On demande que les infirmières soient admises autrement que comme aides familiales et qu'elles aient le droit de pratiquer après un entraînement d'un mois ou deux à l'hôpital. Elles sont très bien formées, elles ont toutes un baccalauréat et une expérience pratique poussée: par exemple, elles doivent avoir fait 15 accouchements avant d'obtenir leur diplôme. Mais ça bloque aux trois paliers: au fédéral, au provincial et à l'Ordre des infirmières », explique Evelyn, qui s'appête à prendre sa retraite après 30 ans de loyaux services à l'Hôpital Douglas. ::



© Musée canadien des civilisations, n° catalogue 1999.267.7  
Photo: Marie Toth

En santé et services sociaux

**Votre  
quotidien**  
le cœur de  
nos actions



**Centrale des syndicats du Québec (CSQ)**  
**www.csq.qc.net**

# En chiffres arrondis

Sur 3,6 millions de Québécoises, tout près de 360 000 sont nées à l'étranger.

## Pour 100 immigrantes :

- > 52 sont sur le marché du travail
- > 47 appartiennent à une minorité visible
- > 70 vivent sur l'île de Montréal
- > 53 sont arrivées au pays avant 1986
- > 40 viennent d'Europe, 27 d'Asie, 23 d'Amérique, 10 d'Afrique
- > 20 ne parlent que l'anglais
- > 7 ne parlent ni l'anglais ni le français
- > 19 ont un diplôme universitaire

## Principaux domaines d'emploi des immigrantes

Métiers de la fabrication	21,6 %
Soins de santé et assistance sociale	16,0 %
Commerce au détail	10,0 %
Enseignement	8,1 %
Hébergement et restauration	6,8 %
Services professionnels, scientifiques et techniques	6,7 %

(CSF, 2001)

	Femmes immigrantes	Ensemble des femmes au Québec	Hommes immigrants	Ensemble des hommes au Québec
Diplômes universitaires	18,8 %	13,0 %	24,8 %	14,6 %
Chômage	12,4 %	7,7 %	11,0 %	8,7 %
Travail à temps partiel	24,1 %	27,8 %	12,8 %	13,4 %
Revenu d'emploi annuel	19 766 \$	21 286 \$	31 074 \$	33 117 \$

(CSF, 2001)

## Les 10 principaux pays de naissance des néo-Québécoises

Pays	Nombre d'immigrantes	% de la population immigrée féminine
1. Italie	33 465	9,3 %
2. Haïti	27 330	7,6 %
3. France	23 790	6,6 %
4. Chine	14 295	4,0 %
5. États-Unis	13 915	3,9 %
6. Liban	13 165	3,7 %
7. Vietnam	11 525	3,2 %
8. Portugal	11 465	3,2 %
9. Grèce	11 010	3,1 %
10. Maroc	9 520	2,7 %
Total	169 480	47,3 %

(MRCI, d'après le recensement de 2001)

Remarque : les femmes immigrées en 2003 provenaient surtout de la Chine (11,5 %), de la Roumanie (7,5 %), de la France (7,1 %), du Maroc (7,0 %) et de l'Algérie (6,5 %).

## Secteurs d'emploi des immigrantes dans leur pays d'origine et six mois après leur arrivée au Canada

Secteur	% d'immigrantes occupant ces emplois dans leur pays natal	% d'immigrantes occupant ces emplois au Canada
Gestion	8,0 %	2,6 %
Affaires, finance et administration	25,3 %	17,9 %
Sciences naturelles et appliquées	16,8 %	6,8 %
Santé	10,0 %	4,2 %
Sciences sociales, éducation et services gouvernementaux	17,6 %	6,2 %
Ventes et services	12,1 %	37,3 %
Transformation et fabrication	4,4 %	17,9 %

(Statistique Canada, 2001)



# Sexistes, les lois d'immigration ?

par Nicole Beaulieu  
et Melanie Saint-Hilaire

Face aux politiques de l'immigration, tout le monde est égal. Mais les femmes le sont moins que d'autres.

**D**ébut 1972, Hortensia R. Siles se meurt d'ennui. Voici 11 mois que la travailleuse sociale, fraîchement installée à Québec, attend les papiers d'immigration de son mari et de ses deux garçons, restés en Bolivie. Son dossier est impeccable, son relevé bancaire affiche 5 000 \$. Mais les visas n'arrivent pas. Car il y a un pépin, lui apprend-on: normalement, c'est le chef de famille qui fait venir les siens. Et comme elle est une femme... Hors d'elle, Hortensia rédige une lettre expliquant son cas au ministre de l'Immigration. Elle obtient gain de cause. «Je suis peut-être la première immigrante à avoir fait venir sa famille au Québec. Alors oui, la loi était sexiste, et elle l'est probablement encore!»

Ca, c'était il y a plus de 30 ans. Les choses ont beaucoup changé depuis. Beaucoup? «Les politiques restent racistes, sexistes et patriarcales», tonne Farida Osmani, sociologue d'origine algérienne, responsable du dossier des communautés culturelles à la Fédération des femmes du Québec. À qui la faute? À Ottawa, qui définit les critères d'entrée au pays et les modalités de séjour, mais aussi à Québec, qui sélectionne la plupart de ses immigrants et gère certains programmes. «Au Québec, le dernier gros gain des immigrantes remonte à la

marche Du pain et des roses, en 1995, quand la durée du parrainage conjugal est passée de 10 à 3 ans.»

Directrice des affaires juridiques à l'Association nationale de la femme et du droit, à Ottawa, Andrée Côté admet que la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, adoptée en juin 2002, n'est pas exempte d'iniquités. «Cette législation contient quelques dispositions qui, à notre avis, mettent en péril les droits à l'égalité des femmes», dit-elle.

## Parrainées... et dépendantes

En acceptant de réduire la durée du parrainage pour les époux, le Québec – imité en 2002 par le Canada – entendait «favoriser l'intégration et l'émancipation des femmes immigrantes et éliminer le lien de dépendance en cas de violence conjugale», explique Jacques Robert, sous-ministre adjoint au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI). En effet, les personnes parrainées sont des femmes dans 61 % des cas. Généralement, c'est leur mari qui les fait venir au pays, en s'engageant à subvenir à leurs besoins pendant trois ans. Jusqu'à ce qu'elles obtiennent la résidence permanente, ce



«Les politiques restent racistes, sexistes et patriarcales», affirme Farida Osmani.

qui peut prendre nombre de mois, elles vivent une phase d'extrême vulnérabilité: plusieurs n'ont droit ni au travail ni à l'assurance-maladie, et si leur conjoint retire son offre de parrainage, elles sont expulsées du pays.

«Le parrainage conjugal exacerbe les situations d'inégalité dans le couple», constate Andrée Côté. Pour une étude publiée en 2001, *Qui prend pays...*, l'avocate a interviewé 16 immigrantes en Ontario. «Elles avaient un sentiment de dette envers leur mari», raconte-t-elle. Certaines vivaient dans la menace de se voir retirer le parrainage par leur



« On se prive de médecins, d'infirmières, et d'autre part, on retire ces travailleuses très qualifiées de leur pays. On fait un *brain drain* vers ici et on n'utilise même pas ces précieuses ressources. C'est scandaleux ! »

Andrée Côté, directrice des affaires juridiques à l'Association nationale de la femme et du droit.

époux. D'autres avaient reçu des conseils douteux de la part d'agents d'immigration. Soit elles s'étaient fait recommander le parrainage alors qu'elles auraient pu entrer comme immigrantes économiques, soit elles avaient été enjointes de ne jamais réclamer d'aide sociale. Elles y ont pourtant droit en cas de besoin, l'État se chargeant de récupérer la somme auprès du parrain.

Comme d'autres organismes de soutien aux immigrants, l'Association nationale de la femme et du droit demande l'abolition pure et simple du parrainage conjugal. « Vivre avec son conjoint est un droit humain fondamental et ce n'est pas juste d'en faire payer le prix aux immigrants », dit Andrée Côté.

### Requérantes secondaires

Les femmes forment 45,2 % des candidats à l'immigration économique. Pas mal... sauf que les deux tiers des requérants principaux sont des hommes. Ces dames escortent ces messieurs en tant que « membres de la famille », ce qui réduit leur accès à certains services. « Elles arrivent comme dépendantes et n'ont pas droit à tous les services pour immigrants, comme les cours de langue et l'aide à l'emploi », déplore Anu Bose, d'origine indienne, directrice de l'Organisation nationale des femmes immigrantes et des femmes appartenant à une minorité visible du Canada. « Leur statut a un impact social et financier. »

Depuis quelque temps, les conseillers en immigration portent une attention accrue à la candidature du conjoint

(souvent une conjointe). « S'ils s'aperçoivent que madame a un meilleur profil que monsieur, ils vont proposer qu'elle soit la requérante principale », dit Siham Zouali, ex-agente de recherche au MRCI. Mais la décision finale revient au ménage, souligne Jacques Robert. « Et même si les femmes qui se portent candidates à l'immigration économique sont globalement très scolarisées, en comparaison avec leurs collègues masculins, elles ont souvent un profil moins facile. »

### Aides familiales

Conçu pour fournir du personnel de maison aux gens aisés, le Programme des aides familiaux résidents (PAFR) est décrié comme un cas patent de sexisme. S'engager dans le PAFR, c'est un peu entrer en communauté. Pendant 24 mois, l'immigrante doit rester au service de l'employeur dont le nom figure sur son permis de travail et habiter chez lui, une exigence qui pave la voie à bien des abus. En fin de parcours, elle aura droit à sa résidence permanente.

Un bon *deal*? Pas de l'avis de la juriste Louise Langevin. « Le PAFR permet

l'exploitation de travailleuses du tiers-monde et porte atteinte à leurs droits fondamentaux », conclut-elle au terme d'une étude commandée par Condition féminine Canada. Sexiste, le programme porte aussi des traces de racisme: ainsi, les *nannies* qui arrivaient jadis de Grande-Bretagne avaient droit à la résidence permanente en mettant le pied au sol. C'est lorsque des femmes en provenance des Caraïbes les ont remplacées, au début des années 1970, que les règles du jeu ont changé. « Ce qui est inadmissible dans ce programme, c'est que tout est fait pour que les travailleuses soient à la merci des employeurs. Elles n'ont aucune marge de manœuvre », déplore à son tour Louise Dionne, directrice de l'Association des aides familiales du Québec, qui en réclame l'abolition.

Mais le Canada tient mordicus au PAFR. « Sans lui, beaucoup de Canadiens n'auraient pas les services d'une aide familiale parce que personne ici ne veut faire ce travail, explique Robert Gervais, porte-parole de Citoyenneté et Immigration Canada. Les Philippines, qui sont domestiques partout dans le monde, veulent toutes venir au Canada parce que c'est ici qu'elles sont le mieux traitées. Notre pays est le seul à offrir un programme sécuritaire, encadré, qui mène à la résidence permanente après deux ans de travail. » En 2004, 297 aides familiales seraient devenues résidentes permanentes au Québec. Et près de 700 autres y ont mis les pieds avec cet objectif en tête.

Pourquoi ne pas accueillir les aides familiales dans la catégorie de l'immigration économique, comme la plupart des travailleurs, en accordant davan-

## Les bonnes résolutions du Québec

Le *Plan d'action 2004-2007* du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration porte une attention spéciale aux femmes. Entre autres, il introduit des mesures pour mieux informer les femmes parrainées de leurs droits et mieux soutenir les immigrantes en difficulté, avec l'aide des organismes communautaires. « Ce qui nous préoccupe, ce sont les femmes qui se retrouvent en situation d'isolement, dit Jacques Robert. Femmes parrainées ou issues du mouvement des demandeurs d'asile, elles sont souvent non francophones, peu scolarisées, dans un milieu plus fermé. Elles ont de la difficulté à se sortir de ces conditions. »

tage de points à leurs compétences si recherchées? Parce que, libres de changer d'emploi, elles ne resteraient pas longtemps dans ce créneau crève-faim. «Ce sous-programme les garde coincées là pendant deux ans parce que personne ne ferait ce travail autrement, soupire Andrée Côté. On a besoin de ces femmes, mais on ne reconnaît pas la valeur de leur métier.»

## Des critères masculins

Autre objet de récriminations: les critères d'évaluation pour l'immigration économique. Les grilles dont se servent les agents d'immigration pour évaluer les candidats accordent beaucoup de points à la scolarité. Les femmes étant moins instruites que les hommes dans plusieurs contrées, le visa de travailleur leur échappe donc plus souvent. D'autant plus que leurs compétences traditionnelles – soins aux enfants, tâches ménagères, etc. – n'ont aucune valeur marchande. «C'est souvent l'homme qui détient l'expérience professionnelle valorisée par Immigration Canada», note Andrée Côté.

La *Liste des professions en demande au Québec* est très masculine: physiciens, ingénieurs, mécaniciens, designers industriels. Heureusement, elle sert très peu, affirme Jacques Robert. «La grande majorité des travailleurs sont sélectionnés dans le programme Employabilité et mobilité professionnelle, auquel la liste ne s'applique pas.» Toutefois, ce même programme accorde des points précieux selon la *Liste des formations privilégiées*, qui n'est pas beaucoup plus tendre envers les femmes. À peine si elle ouvre quelques portes: design graphique, traduction, sciences infirmières, bibliothéconomie.

Si l'immigration se moule aux besoins du marché du travail, pourquoi les sciences infirmières ne figurent-elles

pas sur la *Liste des professions en demande*? Parce que, répond Jacques Robert, le Québec préfère recruter des *nurses* aptes à travailler en six semaines. En France, surtout. Dans la plupart des autres pays, les travailleuses de la santé posséderaient une formation trop lacunaire. «Les Philippines, par exemple, ne maîtrisent pas le français et n'ont pas les compétences requises pour exercer le métier, à moins de suivre un cours d'un an qui ne se donne pas actuellement.»

Professeure de droit à l'Université Laval, Marie-Claire Belleau ne mâche pas ses mots. «Les critères d'immigration sont profondément sexistes, s'indigne-t-elle. Ils sont fondés sur les deux F: formation et fortune. Le problème, c'est que les femmes n'y ont pas le même accès que les hommes. Ces critères discriminatoires se font sentir jusque dans les camps de réfugiés, d'où les femmes sortent plus difficilement. C'est à un point tel qu'il a fallu créer le programme Femmes en péril pour permettre à plus de réfugiées d'accéder au pays.»

« Les critères d'immigration sont profondément sexistes. Ils sont fondés sur les deux F: formation et fortune. Le problème, c'est que les femmes n'y ont pas le même accès que les hommes. »

Marie-Claire Belleau, professeure de droit à l'Université Laval.

## Femmes en péril

En mars 1993, le Canada devenait le premier pays à se doter de *Directives sur les revendicatrices du statut de réfugié craignant d'être persécutées en raison de leur sexe*. Ce texte reconnaît les mutilations génitales, le mariage forcé, l'agression sexuelle comme motifs valables pour demander l'asile. «Comme ces femmes doivent prouver qu'elles appartiennent à un groupe discriminé, c'est parfois compliqué», nuance Andrée Côté. Mais c'est un pas dans la bonne direction. Actuellement, les femmes sont minoritaires parmi les

réfugiés admis au Canada (46,2% entre 1999 et 2003).

Par ailleurs, le programme Femmes en péril permet à des réfugiées extrêmement vulnérables, choisies par l'ONU

## Sexy ou sexiste?

La tempête est venue de Roumanie. Elle s'appelait Alina Balaican et dansait nue. Pour avoir participé à la campagne politique de la ministre canadienne de l'Immigration, Judy Sgro, la jeune femme aurait obtenu un permis de résidence temporaire. Avec stupeur, les Canadiens ont réalisé que des centaines de «danseuses exotiques» accédaient au pays chaque année par la voie rapide, un visa dans le soutien-gorge. Explications de la ministre: les *night-clubs*, une «industrie forte», ont besoin de main-d'œuvre... Le régime de faveur pour les effeuilleuses a été aboli. Et Judy Sgro a dû céder sa place à Joe Volpe.

«Ce que les journaux ne disent jamais, c'est que nos agents refusaient plusieurs demandes: 63% ont été rejetées au bureau de Bucarest en 2003, dit Maria Iadnardi, porte-parole de Citoyenneté et Immigration Canada. On craignait de les voir se retrouver dans une position vulnérable.» Les agents travaillent de très près avec la GRC pour identifier les employeurs qui trempent dans le crime organisé, dit-elle. Parce que les femmes du monde gardent le «droit» d'entrer au Canada pour y danser nues, si leur futur boss parvient à prouver qu'aucune Canadienne n'est disposée à combler le poste.

dans les camps, de trouver chez nous la paix et la sécurité. Depuis la création du programme, en 1988, environ 2 250 femmes et enfants ont été ainsi rescapés. «Les montants accordés par le gouvernement ne suffisent pas à couvrir leurs besoins, qui sont énormes. Ça retombe sur les bénévoles», remarque toutefois Anu Bose, qui côtoie plusieurs de ces traumatisées à son église presbytérienne.

Dans le portrait global de l'immigration, les réfugiés pèsent de moins en moins lourd. La proportion des immigrants économiques admis au Québec a doublé entre 1980 et 2003, passant de 31 à 60%. Et les immigrants humanitaires? Ils étaient 8 000 à arriver en 1980, plus que 6 000 en 2003... Andrée



Photo: Mélanie Cantin

« Je suis peut-être la première immigrante à avoir fait venir sa famille au Québec. Alors oui, la loi était sexiste, et elle l'est probablement encore ! »

Hortensia R. Siles

Juneau, cofondatrice du Service d'accueil aux réfugiés, à Québec, s'en inquiète. En 1988, il fallait un an pour compléter un parrainage collectif (système qui permet à des groupes de citoyens de secourir des personnes en détresse). Aujourd'hui, il en faut quatre, cinq, six. « Les réfugiés arrivent beaucoup plus mal en point qu'avant. Le camp a beau être géré par le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU, c'est pas le Club Med ! » Ce délai a de graves conséquences pour les femmes. « Dans les camps, il y a beaucoup de viols, des viols d'enfants même... »

Les immigrantes se butent à bien d'autres obstacles sur le chemin du Canada. Par exemple, elles sont plus nombreuses que les hommes à ne posséder aucun papier d'identité. Et elles sont bien moins friquées ! Or, les coûts reliés à l'immigration explosent : au Québec, ceux de la catégorie économique ont bondi d'un tiers en septembre dernier. « Les frais sont terriblement élevés », dit Farida Osmani, en préci-

sant que les avocats spécialisés (dont les services sont facultatifs, mais très utiles) encaissent jusqu'à 4 000 \$ pour mener une famille de quatre à la résidence permanente.

Et de l'autre côté de la frontière, qu'y a-t-il pour les immigrantes ? Encore faut-il qu'elles puissent s'établir décemment, en mettant à profit leurs compétences. Ce n'est pas toujours le cas. « On se prive de médecins, d'infirmières, et d'autre part, on retire ces travailleuses très qualifiées de leur pays, s'insurge Andrée Côté. On fait un *brain drain* vers ici et on n'utilise même pas ces précieuses ressources. C'est scandaleux ! » ::

## LES NORMES DU TRAVAIL

## et les femmes

Plus de la moitié des personnes dont les conditions de travail sont déterminées uniquement par la Loi sur les normes du travail sont des femmes.

La Loi contient de nombreuses dispositions concernant les événements pouvant survenir dans la vie des femmes. Elle prévoit des absences durant la grossesse et assure le droit au congé de maternité. Elle prévoit aussi un congé parental de 52 semaines pour la mère et le père d'un nouveau-né ou pour les personnes qui adoptent un enfant.

Elle protège également les femmes en encadrant leur retour au travail après un congé de maternité ou un congé parental et permet de s'absenter du travail pour des motifs reliés à la garde, à la santé et à l'éducation d'un enfant mineur. Enfin, elle garantit aux femmes, comme à l'ensemble des salariés, le droit à un milieu de travail exempt de harcèlement psychologique.

Pour plus d'information concernant les normes du travail, visitez notre site Internet ou communiquez sans frais avec nos services à la clientèle.

[www.cnt.gouv.qc.ca](http://www.cnt.gouv.qc.ca)

Commission  
des normes  
du travail

Québec

Région de Montréal : (514) 873-7061 • Ailleurs au Québec : 1 800 265-1414





L'esprit d'économie de marché et la mondialisation soufflent sur l'Algérie, qui accumule les félicitations du Fonds monétaire international et redevient fréquentable aux yeux de la communauté internationale. Résultat ? C'est la régression dans tous les domaines sociaux, en particulier ceux touchant les femmes !

*Photo: Reuters/Ethra Benabou*

# Le combat des Algériennes

par Monique Durand

Après une décennie noire marquée par une guerre civile entre les factions islamistes et l'armée du pays, une décennie de folie meurtrière où les gens n'osaient plus sortir dans la rue, l'Algérie renaît à la vie. Et les femmes, animées d'un souffle nouveau, repartent au combat pour leurs droits. Ce qui donne à la fois des raisons d'espérer (un peu) et de désespérer (beaucoup). Car même si l'islamisme armé a été défait, le sort des Algériennes est toujours aussi médiocre. Notre collaboratrice Monique Durand rentre d'Alger.

C'est la passionaria à la Renault verte. Fellah, 28 ans, est avocate. Au volant de son bolide de couleur flamboyante, elle me conduit dans le ventre grouillant d'Alger, la capitale. Elle travaille tous les avant-midi comme juriste bénévole auprès de femmes en difficulté. « Une formidable expérience. Mais je ne pourrai pas faire ça encore très longtemps ! C'est trop éprouvant. » Son téléphone cellulaire sonne mille fois. Fellah a ouvert un cabinet chez ses parents il y a quatre ans. Chez ses parents ? « Ici, vous savez, on ne quitte pas les parents tant qu'on n'est pas marié. De toute façon, les logements libres sont inexistantes. Et les femmes doivent être vierges au



L'esprit d'économie de marché et la mondialisation soufflent sur l'Algérie, qui accumule les félicitations du Fonds monétaire international et redevient fréquentable aux yeux de la communauté internationale. Résultat ? C'est la régression dans tous les domaines sociaux, en particulier ceux touchant les femmes !

Photo : Reuters / Zohra Bensemra

# Le combat des Algériennes

par Monique Durand

Après une décennie noire marquée par une guerre civile entre les factions islamistes et l'armée du pays, une décennie de folie meurtrière où les gens n'osaient plus sortir dans la rue, l'Algérie renaît à la vie. Et les femmes, animées d'un souffle nouveau, repartent au combat pour leurs droits. Ce qui donne à la fois des raisons d'espérer (un peu) et de désespérer (beaucoup). Car même si l'islamisme armé a été défait, le sort des Algériennes est toujours aussi médiocre. Notre collaboratrice Monique Durand rentre d'Alger.

C'est la passionaria à la Renault verte. Fellah, 28 ans, est avocate. Au volant de son bolide de couleur flamboyante, elle me conduit dans le ventre grouillant d'Alger, la capitale. Elle travaille tous les avant-midi comme juriste benevole auprès de femmes en difficulté. « Une formidable expérience. Mais je ne pourrai pas faire ça encore très longtemps ! C'est trop éprouvant. » Son téléphone cellulaire sonne mille fois. Fellah a ouvert un cabinet chez ses parents il y a quatre ans. Chez ses parents ? « Ici, vous savez, on ne quitte pas les parents tant qu'on n'est pas mariée. De toute façon, les logements libres sont inexistantes. Et les femmes doivent être vierges au



Elle a 78 ans, en paraît 60. Fetrouma Ouzegane, figure historique de la guerre d'indépendance nationale et de la défense des droits des femmes en Algérie, n'a pas froid aux yeux... «On nous a foutu dans les pattes un Code de la famille directement inspiré de la charia. Il faut dire non au pouvoir!»

mariage, sinon elles s'attirent des ennuis terribles.» J'apprendrai que certaines Algériennes qui en ont les moyens paient des fortunes pour une chirurgie reconstitutive de l'hymen.

Nous voilà arrivées à destination. Fellah glisse quelques dinars, la monnaie du pays, au garçon qui s'est inventé un espace de stationnement et qui fait payer les gens pour se garer au bord du trottoir qu'il a fait sien. «Système D». C'est bien le maître mot ici d'une jeunesse pléthorique. Deux tiers des 30 millions d'Algériens ont moins de 25 ans et vivent comme ils peuvent, vivotent serait mieux dit. Quatre-vingts pour cent des personnes sans emploi ont moins de 30 ans. Une grave crise du logement a fait monter le taux moyen d'occupation à 7,5 personnes par appartement. Les habitants d'Alger ne seraient approvisionnés en eau qu'un jour sur trois. Pourtant, l'Algérie est un pays aux ressources abondantes, riche de son pétrole, mais engoncé dans tous les maux du tiers-monde: corruption à tous les échelons, services publics rachitiques, chômage, pauvreté. Il n'y a aucun répertoire téléphonique dans le pays! La veille de mon arrivée, une énorme tem-  
pête, avec des lames de huit mètres, avait déferlé dans le port d'Alger. Deux bateaux qui mouillaient à une enjamée de la rive ont sombré corps et

biens, faisant une vingtaine de morts et de disparus. Incurie de la garde côtière, vétusté des équipements, imaginable lenteur à prendre la moindre décision: ces hommes d'équipage se sont noyés dans la mer, comme le pays se noie dans l'incompétence et la corruption.

Bon. Notre Fellah à la Renault verte est chargée comme un mulet: elle ne laisse jamais de documents importants à son cabinet. «On pourrait venir me les voler. Ça joue dur ici!» La voiture est bien garée, dessous les jasmins en fleurs.

**Pays de contradictions. Les hidjabs côtoient les jeans. Il ne s'est jamais autant bu de vin, malgré une forte islamisation. Et les jeunes achètent les préservatifs en pharmacie... alors que les épouses doivent être vierges au mariage.**

Boulevard Bougara, quartier El Biar au cœur d'Alger. L'immeuble ne paie pas de mine et se tient entre une bijouterie et une pâtisserie. Troisième étage. Sur la porte, en lettres menues: CEJP. «On ne veut pas trop attirer l'attention», raconte Fellah en franchissant le seuil du Centre d'écoute juridique et psychologique, lequel a mis sur pied la première ligne d'écoute destinée aux femmes en difficulté de l'histoire d'Algérie. C'est l'un des projets soutenus par l'organisme SOS Femmes en détresse, une organisation non gouvernementale algérienne financée par les Nations Unies.

C'est aujourd'hui mercredi, jour de réunion du personnel. Fellah et sept autres femmes sont réunies autour d'un thé fumant et de petits gâteaux

multicolores qui fondent sous la dent. À l'ordre du jour: discussions autour de l'avant-projet de loi qu'envisagent les autorités algériennes pour modifier le Code de la famille, le plus rétrograde

du Maghreb. Un code qui confirme la subordination des femmes à leur mari, à qui elles doivent un devoir légal d'obéissance. Il est assez peu question de cette réforme dans les médias: le président Abdelaziz Bouteflika souhaite la faire passer en douce pour ne pas attiser l'extrémisme religieux.

## Des demi-sujets

«En gros, on peut dire que le nouveau Code de la famille améliorerait le sort des Algériennes dans certains domaines. Mais ses lacunes sont gigantesques», avance Sabrina, la secrétaire rapporteur de la réunion. Le code réformé permettrait de bénéficier du soutien financier de l'ex-mari. Il restreindrait les conditions d'exercice de la polygamie pour les hommes, et leur interdirait de répudier leurs épouses sans raison. Enfin, les femmes n'auraient plus besoin d'obtenir l'assentiment d'un homme de la famille, en général le père, pour valider leur mariage. Oui mais... le nouveau code ne prévoit rien sur l'héritage, où les femmes restent des demi-sujets. Et le mariage d'une musulmane avec un non-musulman demeure interdit, alors que l'inverse est possible. «Un scandale!» proteste Fetrouma, beaucoup moins tendre que sa cadette. «Nous avons subi la torture, la détention, nous avons payé le prix du sang au même titre que les hommes pour notre révolution. Comment peut-on nous trahir ainsi aujourd'hui?»

Fetrouma Ouzegane, figure historique de la guerre d'indépendance nationale et de la défense des droits des femmes en Algérie, pourrait être la mère, sinon la grand-mère, de presque toutes ces femmes réunies autour de la table. Elle a 78 ans, en paraît 60. Pas froid aux yeux, Fetrouma. «On nous a foutu dans les pattes ce Code de la famille directement inspiré de la charia. Il faut dire non au pouvoir!» Et avec d'autant plus de fermeté, prétend-elle, que la Constitution algérienne prévoit l'égalité entre les sexes...! Mais l'Algérie n'est pas à une contradiction près.

## Au pays des contradictions

«L'Algérie est vivante et pleine de contradictions. Les hidjabs côtoient les jeans. Les gens veulent avoir accès aux plaisirs de la consommation. Il ne s'est jamais bu autant de vin, malgré l'islam, malgré le poids des traditions. Les préservatifs s'achètent en pharmacie. Et les jeunes amoureux ont recommencé à s'embrasser à ciel ouvert.» Ghania Mouffok est écrivaine et journaliste. Elle m'accueille dans son appartement du quartier du Golf sur les hauteurs d'Alger. «On a eu tellement peur. Ne plus avoir peur de mourir, c'est un printemps formidable, il ne faut pas nier ça!» De chez elle, on voit la sublime baie algéroise sur 180 degrés et toute la ville qui se reflète dans ses eaux turquoise. «Le pays respire. Ça a été horrible, énorme, innommable, vous savez, cette guerre de l'ombre, cette guerre sans visage. Qui va vous tuer? Le voisin d'en face? Le garçon de la pizzeria? La proximité avec cette mort au quotidien a fait tomber des tabous. Une expression sexuelle se fait jour. Ce n'est pas encore la libération sexuelle, mais c'est un changement.»

Les jeunes ont soif de vivre. Garçons et filles des milieux aisés se décarcassent dans les bars d'Alger en buvant du whisky. Les filles ôtent leur voile, se maquillent en vitesse, vont danser collées, un p'tit tour et puis s'en vont, 18 heures, on remet le voile, on rentre chez papa, maman. Ghania tire goulument sur le filtre de sa cigarette. «Et en même temps, c'est indéniable, la société algérienne s'islamise. Il y a une plus forte pratique religieuse qu'avant. La vraie question c'est celle-là: comment fait-on pour vivre ensemble? Ma voisine a envie d'aller à la mosquée, bon, d'accord. Moi j'ai plutôt envie d'aller me souler la gueule au bistrot. Comment fait-on pour que tout ça tienne ensemble?»

Ghania paie encore pour s'être publiquement déclarée en désaccord avec l'arrêt du deuxième tour des élections municipales en 1991. «Imaginez, j'ai passé pour une islamiste! Moi! Ils m'appelaient l'islamiste en minijupe.» Pour mémoire, le parti des intégristes, le Front Islamique de Salut (FIS), avait remporté haut la main le premier tour du scrutin. Devant l'évidence de sa victoire inéluctable, le pouvoir interrompit le processus électoral et empêcha que n'ait lieu le second tour. «Je leur disais: "Vous n'avez pas le droit d'annuler des élections, et même pas celui de torturer un "barbu"!" Il fallait laisser le peuple s'exprimer et tenter de négocier avec les islamistes. Cela aurait peut-être évité un

**En douce, pour ne pas attiser l'extrémisme religieux, le président Abdelaziz Bouteflika est en voie de réformer le Code de la famille. Le plus rétrograde du Maghreb.**

bain de sang et la sale guerre qu'on a connue, les massacres, les boucheries de tous bords, qui ont brisé l'Algérie pour des générations à venir.» Pour avoir proféré des propos comme ceux-là, Ghania a perdu tous ses amis et se sent encore aujourd'hui totalement isolée. «Ils étaient tous en faveur de l'interruption du scrutin.»

«J'ai grandi avec la fierté de la révolution qu'avaient faite nos pères. On pensait que le "modèle socialiste algérien", mélange d'autoritarisme, d'islam et d'une certaine redistribution des richesses, allait changer le monde. Maintenant, à 47 ans, je me sens comme une vieille. Je ne veux plus changer le monde, je veux juste essayer de le comprendre.» Son rêve serait de créer un journal indépendant du pouvoir, «un vrai journal où on pourrait écrire librement». «Vous savez, l'Algérie est en train de devenir un pays comme les autres, qui court vers la société de consommation. La mondialisation, ici comme ailleurs, est en train de tout changer de fond en comble. Tout ce qui me reste, c'est résister, en continuant de réfléchir. Et garder ma capacité de colère, de refus. Même si ce n'est plus à la mode.»



**Felah, 28 ans, avocate, travaille comme juriste bénévole pour le seul Centre d'écoute juridique et psychologique destiné aux femmes en difficulté. «Une formidable expérience. Mais je ne pourrai pas faire ça encore très longtemps! C'est trop éprouvant.»**

## Régression

Retour au Centre d'écoute juridique et psychologique, boulevard Bougara. Où ça discute ferme à propos des congés de maternité. C'est Rabeah qui a la parole. «L'esprit d'économie de marché et la mondialisation soufflent sur l'Algérie, qui accumule les félicitations du Fonds monétaire international et redevient fréquentable aux yeux de la communauté internationale. Résultat? C'est la régression dans tous les domaines sociaux, en particulier ceux touchant les femmes! Plus droit aux congés de maternité pour nombre de femmes. Avant, elles avaient droit à des heures d'absence au travail pour cause d'allaitement: termine. On coupe dans les congés de maladie, on restreint les conditions de la retraite. Le printemps algérien? Non, non, madame! C'est encore l'hiver. Et avec de grosses bourrasques!»

Rabeah, 68 ans, s'était illustrée dans la résistance pendant la guerre d'indépendance contre la France coloniale (1954-1962). Combien de fois a-t-elle transporté sous ses jupes des armes d'un lieu à un autre de la casbah? «J'avais un air un peu européen, je passais inaperçue.»





Elle a 78 ans, en paraît 60. Fethouma Ouzegane, figure historique de la guerre d'indépendance nationale et de la défense des droits des femmes en Algérie, n'a pas froid aux yeux... «On nous a foutu dans les pattes un Code de la famille directement inspiré de la charia. Il faut dire non au pouvoir!»

mariage, sinon elles s'attirent des ennuis terribles.» J'apprendrai que certaines Algériennes qui en ont les moyens paient des fortunes pour une chirurgie reconstitutive de l'hymen.

Nous voilà arrivées à destination. Fellah glisse quelques dinars, la monnaie du pays, au garçon qui s'est inventé un espace de stationnement et qui fait payer les gens pour se garer au bord du trottoir qu'il a fait sien. «Système D». C'est bien le maître mot ici d'une jeunesse pléthorique. Deux tiers des 30 millions d'Algériens ont moins de 25 ans et vivent comme ils peuvent, vivotent serait mieux dit. Quatre-vingts pour cent des personnes sans emploi ont moins de 30 ans. Une grave crise du logement a fait monter le taux moyen d'occupation à 7,5 personnes par appartement. Les habitants d'Alger ne seraient approvisionnés en eau qu'un jour sur trois. Pourtant, l'Algérie est un pays aux ressources abondantes, richissime de son pétrole, mais engoncé dans tous les maux du tiers-monde: corruption à tous les échelons, services publics rachitiques, chômage, pauvreté. Il n'y a aucun répertoire téléphonique dans le pays! La veille de mon arrivée, une énorme tempête, avec des lames de huit mètres, avait déferlé dans le port d'Alger. Deux bateaux qui mouillaient à une enjambee de la rive ont sombré corps et

biens, faisant une vingtaine de morts et de disparus. Incurie de la garde côtière, vétusté des équipements, inimaginable lenteur à prendre la moindre décision: ces hommes d'équipage se sont noyés dans la mer, comme le pays se noie dans l'incompétence et la corruption.

Bon. Notre Fellah à la Renault verte est chargée comme un mulet: elle ne laisse jamais de documents importants à son cabinet. «On pourrait venir me les voler. Ça joue dur ici!» La voiture est bien garée, dessous les jasmins en fleurs.

Boulevard Bougara, quartier El Biar au cœur d'Alger. L'immeuble ne paie pas de mine et se tient entre une bijouterie et une pâtisserie. Troisième étage. Sur la porte, en lettres menues: CEJP. «On ne veut pas trop attirer l'attention», raconte Fellah en franchissant le seuil du Centre d'écoute juridique et psychologique, lequel a mis sur pied la première ligne d'écoute destinée aux femmes en difficulté de l'histoire d'Algérie. C'est l'un des projets soutenus par l'organisme SOS Femmes en détresse, une organisation non gouvernementale algérienne financée par les Nations Unies.

C'est aujourd'hui mercredi, jour de réunion du personnel. Fellah et sept autres femmes sont réunies autour d'un the fumant et de petits gâteaux

multicolores qui fondent sous la dent. À l'ordre du jour: discussions autour de l'avant-projet de loi qu'envisagent les autorités algériennes pour modifier le Code de la famille, le plus retrograde

du Maghreb. Un code qui confirme la subordination des femmes à leur mari, à qui elles doivent un devoir légal d'obéissance. Il est assez peu question de cette réforme dans les médias: le président Abdelaziz Bouteflika souhaite la faire passer en douce pour ne pas attiser l'extrémisme religieux.

## Des demi-sujets

«En gros, on peut dire que le nouveau Code de la famille améliorerait le sort des Algériennes dans certains domaines. Mais ses lacunes sont gigantesques», avance Sabrina, la secrétaire rapporteur de la réunion. Le code réformé permettrait de bénéficier du soutien financier de l'ex-mari. Il restreindrait les conditions d'exercice de la polygamie pour les hommes, et leur interdirait de repudier leurs épouses sans raison. Enfin, les femmes n'auraient plus besoin d'obtenir l'assentiment d'un homme de la famille, en général le père, pour valider leur mariage. Oui mais... le nouveau code ne prévoit rien sur l'héritage, où les femmes restent des demi-sujets. Et le mariage d'une musulmane avec un non-musulman demeure interdit, alors que l'inverse est possible. «Un scandale!» proteste Fethouma, beaucoup moins tendre que sa cadette. «Nous avons subi la torture, la détention, nous avons payé le prix du sang au même titre que les hommes pour notre révolution. Comment peut-on nous trahir ainsi aujourd'hui?»

Fethouma Ouzegane, figure historique de la guerre d'indépendance nationale et de la défense des droits des femmes en Algérie, pourrait être la mère, sinon la grand-mère, de presque toutes ces femmes réunies autour de la table. Elle a 78 ans, en paraît 60. Pas froid aux yeux, Fethouma. «On nous a foutu dans les pattes ce Code de la famille directement inspiré de la charia. Il faut dire non au pouvoir!» Et avec d'autant plus de fermeté, prétend-elle, que la Constitution algérienne prévoit l'égalité entre les sexes...! Mais l'Algérie n'est pas à une contradiction près.

**Pays de contradictions. Les hidjabs côtoient les jeans. Il ne s'est jamais autant bu de vin, malgré une forte islamisation. Et les jeunes achètent les préservatifs en pharmacie... alors que les épouses doivent être vierges au mariage.**

## Au pays des contradictions

«L'Algérie est vivante et pleine de contradictions. Les hidjabs côtoient les jeans. Les gens veulent avoir accès aux plaisirs de la consommation. Il ne s'est jamais bu autant de vin, malgré l'islam, malgré le poids des traditions. Les préservatifs s'achètent en pharmacie. Et les jeunes amoureux ont recommencé à s'embrasser à ciel ouvert.» Ghania Mouffok est écrivaine et journaliste. Elle m'accueille dans son appartement du quartier du Golf sur les hauteurs d'Alger. «On a eu tellement peur. Ne plus avoir peur de mourir, c'est un printemps formidable, il ne faut pas nier ça!» De chez elle, on voit la sublime baie algéroise sur 180 degrés et toute la ville qui se reflète dans ses eaux turquoise. «Le pays respire. Ça a été horrible, énorme, innommable, vous savez, cette guerre de l'ombre, cette guerre sans visage. Qui va vous tuer? Le voisin d'en face? Le garçon de la pizzeria? La proximité avec cette mort au quotidien a fait tomber des tabous. Une expression sexuelle se fait jour. Ce n'est pas encore la libération sexuelle, mais c'est un changement.»

Les jeunes ont soif de vivre. Garçons et filles des milieux aisés se décarcassent dans les bars d'Alger en buvant du whisky. Les filles ôtent leur voile, se maquillent en vitesse, vont danser collées, un p'tit tour et puis s'en vont, 18 heures, on remet le voile, on rentre chez papa, maman. Ghania tire goulument sur le filtre de sa cigarette. «Et en même temps, c'est indéniable, la société algérienne s'islamise. Il y a une plus forte pratique religieuse qu'avant. La vraie question c'est celle-là: comment fait-on pour vivre ensemble? Ma voisine a envie d'aller à la mosquée, bon, d'accord. Moi j'ai plutôt envie d'aller me souler la gueule au bistrot. Comment fait-on pour que tout ça tienne ensemble?»

Ghania paie encore pour s'être publiquement déclarée en désaccord avec l'arrêt du deuxième tour des élections municipales en 1991. «Imaginez, j'ai passé pour une islamiste! Moi! Ils m'appelaient l'islamiste en minijupe.» Pour mémoire, le parti des intégristes, le Front Islamique de Salut (FIS), avait remporté haut la main le premier tour du scrutin. Devant l'évidence de sa victoire inéluctable, le pouvoir interrompit le processus électoral et empêcha que n'ait lieu le second tour. «Je leur disais: "Vous n'avez pas le droit d'annuler des élections, et même pas celui de torturer un "barbu"!" Il fallait laisser le peuple s'exprimer et tenter de négocier avec les islamistes. Cela aurait peut-être évité un

**En douce, pour ne pas attiser l'extrémisme religieux, le président Abdelaziz Bouteflika est en voie de réformer le Code de la famille. Le plus rétrograde du Maghreb.**

bain de sang et la sale guerre qu'on a connue, les massacres, les boucheries de tous bords, qui ont brisé l'Algérie pour des générations à venir.» Pour avoir proféré des propos comme ceux-là, Ghania a perdu tous ses amis et se sent encore aujourd'hui totalement isolée. «Ils étaient tous en faveur de l'interdiction du scrutin.»

«J'ai grandi avec la fierté de la révolution qu'avaient faite nos pères. On pensait que le "modèle socialiste algérien", mélange d'autoritarisme, d'islam et d'une certaine redistribution des richesses, allait changer le monde. Maintenant, à 47 ans, je me sens comme

une vieille. Je ne veux plus changer le monde, je veux juste essayer de le comprendre.» Son rêve serait de créer un journal indépendant du pouvoir. «un vrai journal où on pourrait écrire librement». «Vous savez, l'Algérie est en train de devenir un pays comme les autres, qui court vers la société de consommation. La mondialisation, ici comme ailleurs, est en train de tout changer de fond en comble. Tout ce qui me reste, c'est résister, en continuant de réfléchir. Et garder ma capacité de colère, de refus. Même si ce n'est plus à la mode.»



**Fellah, 28 ans, avocate, travaille comme juriste bénévole pour le seul Centre d'écoute juridique et psychologique destiné aux femmes en difficulté. «Une formidable expérience. Mais je ne pourrai pas faire ça encore très longtemps! C'est trop éprouvant.»**

## Régression

Retour au Centre d'écoute juridique et psychologique, boulevard Bougara. Où ça discute ferme à propos des congés de maternité. C'est Rabeah qui a la parole. «L'esprit d'économie de marché et la mondialisation soufflent sur l'Algérie, qui accumule les félicitations du Fonds monétaire international et redevient fréquentable aux yeux de la communauté internationale. Résultat? C'est la régression dans tous les domaines sociaux, en particulier ceux touchant les femmes! Plus droit aux congés de maternité pour nombre de femmes. Avant, elles avaient droit à des heures d'absence au travail pour cause d'allaitement; termine. On coupe dans les congés de maladie, on restreint les conditions de la retraite. Le printemps algérien? Non, non, madame! C'est encore l'hiver. Et avec de grosses bourrasques!»

Rabeah, 68 ans, s'était illustrée dans la résistance pendant la guerre d'indépendance contre la France coloniale (1954-1962). Combien de fois a-t-elle transporté sous ses jupes des armes d'un lieu à un autre de la casbah? «J'avais un air un peu européen, je passais inaperçue.»

« Dans la résistance, nous étions les égales des hommes. Mais dès la fin de la guerre en 1962, on nous a renvoyées à nos fourneaux et on nous a demandé de repeupler l'Algérie. Merci beaucoup! »

L'appel à la prière de la mi-journée, chanté par le muezzin de la mosquée d'à côté, pénètre par les fenêtres ouvertes sur la ville. « Allah Akbar! » Je suis la seule à sursauter. L'avocate stagiaire, tête couverte d'un voile, fait en silence sa prière à l'autre bout de la table, pendant que ses consœurs poursuivent la réunion. Mes yeux croisent les siens: elle sait que j'ai du mal à comprendre. Comment peut-on défendre l'autonomie des femmes avec un foulard sur le crâne, signe de soumission à Dieu et à son bras masculin sur la terre, l'homme, père, frère, oncle, fils? J'ose m'en ouvrir à Meriem, la directrice de SOS Femmes en détresse. « Il ne faut pas faire l'amalgame entre foulard et défense des droits des femmes. Pour elle, c'est une valorisation. Pour moi, non. Et voilà tout! » Bon, je reste un peu sceptique.

Meriem Belala porte le projet SOS Femmes en détresse à bout de bras depuis sa naissance en 1995. Mi-quarantaine, longues boucles d'oreilles, cheveux teints, pantalon moulant, cigarettes en enfilade, des nerfs d'acier. Mariée deux fois, divorcée deux fois: exceptionnel en Algérie. Meriem a habité seule pendant cinq ans: exceptionnel aussi pour une Algérienne. « Je faisais parler. "Tiens, elle est sortie!" "Tiens, elle reçoit!" C'est tout l'environnement qui est hostile aux femmes seules ici, et en général à toutes celles qui sortent de la norme. Mais il faut avoir le courage de dire merde! »

Neila, entourée de ses amis Moncef et Sid Ahmed, porte le foulard pour la première fois. Par choix. « Les jeunes filles sont de plus en plus endoctrinées à l'école. C'est difficile à croire, mais ça fait cool pour elles de porter le hidjab. Elles s'identifient à quelque chose. »  
— Rachid Djemai



SOS Femmes en détresse a mis en chantier le premier centre d'hébergement pour femmes violentées d'Algérie. L'an prochain, une soixantaine d'entre elles pourront y passer jusqu'à 12 mois avec leurs enfants. « Le plus gros problème ici, c'est l'abri, le logement, affirme Sabrina. Les femmes nous disent: "Divorcer, OK, mais pour aller où après?" » Car ces femmes seront en général reniées par leur famille et traitées en moins que rien.

Quatorze heures. Pause déjeuner. Sabrina file à la pizzeria en face. Détente dans l'air suave d'Alger. Le soleil entre par strates dorées dans la cuisine où s'envolent à présent les pointes de pizza au thon. Le leur demande comment le 8 mars est célébré en Algérie. Eclat de rire général. Meriem: « C'est la seule journée dans l'année où les femmes peuvent sortir seules de la maison. C'est même un congé férié! » Fellah: « Toutes les salles des fêtes sont réquisitionnées. Les femmes vont chez le coiffeur, se pomponnent, ne pensent qu'à danser. » Rabeah: « Elles sont libres, sans contraintes. Et le gouvernement leur offre des cadeaux. » Je ne peux m'en

empêcher: « Seul jour dans l'année où la cage est ouverte? » « Oui oui », répondent-elles en chœur. « C'est comme tu dis. »

## Le hidjab, c'est cool

Changement de décor. Saphia et Rachid Djemai me reçoivent dans leur atelier à Zeralda, petite station balnéaire située à une trentaine de kilomètres d'Alger, où les grandes plages disputent l'espace au béton et aux champs remplis de détritus. Artistes peintres tous les deux, ils ont trois filles âgées de 13, 18 et 20 ans. « Si je lâche la bride, les trois vont porter le hidjab, crâne Saphia. Je me bats. Je leur achète des shorts, des choses mignonnes, du maquillage, en leur disant que je ne leur offrirai plus rien si elles portent le hidjab. Je leur dis aussi: "Plus de plage si vous m'arrivez avec le hidiab sur la tête!" Elles sont endoctrinées à l'école. » Leur aînée, en particulier, est devenue très religieuse et lit le Coran enfermée dans sa chambre. « Au moins, il y a la télé, *Star Académie* et compagnie, pour rétablir une sorte d'équilibre avec la religion! » Rachid poursuit: « C'est difficile à croire, mais ça fait cool pour les jeunes filles de porter le hidjab. Elles s'identifient à quelque chose. »



**Q**u'elles soient nées ici ou ailleurs, les citoyennes québécoises partagent des valeurs de liberté, d'égalité, de justice et de solidarité.

**Elles veulent évoluer ensemble** dans une société respectueuse de l'intégrité des personnes.

Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec



« Dans la résistance, nous étions les égales des hommes. Mais dès la fin de la guerre en 1962, on nous a renvoyées à nos fourneaux et on nous a demandé de repeupler l'Algérie. Merci beaucoup! »

L'appel à la prière de la mi-journée, chanté par le muezzin de la mosquée d'à côté, pénètre par les fenêtres ouvertes sur la ville. « Allah Akbar! » Je suis la seule à sursauter. L'avocate stagiaire, tête couverte d'un voile, fait en silence sa prière à l'autre bout de la table, pendant que ses consœurs poursuivent la réunion. Mes yeux croisent les siens: elle sait que j'ai du mal à comprendre. Comment peut-on défendre l'autonomie des femmes avec un foulard sur le crâne, signe de soumission à Dieu et à son bras masculin sur la terre, l'homme, père, frère, oncle, fils? J'ose m'en ouvrir à Meriem, la directrice de SOS Femmes en détresse. « Il ne faut pas faire l'amalgame entre foulard et défense des droits des femmes. Pour elle, c'est une valorisation. Pour moi, non. Et voilà tout! » Bon, je reste un peu sceptique.

Meriem Bélala porte le projet SOS Femmes en détresse à bout de bras depuis sa naissance en 1995. Mi-quarantaine, longues boucles d'oreilles, cheveux teints, pantalon moult, cigarettes en enfilade, des nerfs d'acier. Mariée deux fois, divorcée deux fois: exceptionnel en Algérie. Meriem a habité seule pendant cinq ans: exceptionnel aussi pour une Algérienne. « Je faisais parler. "Tiens, elle est sortie!" "Tiens, elle reçoit!" C'est tout l'environnement qui est hostile aux femmes seules ici, et en général à toutes celles qui sortent de la norme. Mais il faut avoir le courage de dire merde! »

Neila, entourée de ses amis Moncef et Sid Ahmed, porte le foulard pour la première fois. Par choix. « Les jeunes filles sont de plus en plus endoctrinées à l'école. C'est difficile à croire, mais ça fait cool pour elles de porter le hidjab. Elles s'identifient à quelque chose. »  
— Rachid Djemai



SOS Femmes en détresse a mis en chantier le premier centre d'hébergement pour femmes violentées d'Algérie. L'an prochain, une soixantaine d'entre elles pourront y passer jusqu'à 12 mois avec leurs enfants. « Le plus gros problème ici, c'est l'abri, le logement, affirme Sabrina. Les femmes nous disent: "Divorcer, OK, mais pour aller où après?" » Car ces femmes seront en général reniées par leur famille et traitées en moins que rien.

Quatorze heures. Pause déjeuner. Sabrina file à la pizzeria en face. Détente dans l'air suave d'Alger. Le soleil entre par strates dorées dans la cuisine où s'envolent à présent les pointes de pizza au thon. Je leur demande comment le 8 mars est célébré en Algérie. Éclat de rire général. Meriem: « C'est la seule journée dans l'année où les femmes peuvent sortir seules de la maison. C'est même un congé férié! » Fellah: « Toutes les salles des fêtes sont réquisitionnées. Les femmes vont chez le coiffeur, se pomponnent, ne pensent qu'à danser. » Rabeah: « Elles sont libres, sans contraintes. Et le gouvernement leur offre des cadeaux. » Je ne peux m'en

empêcher: « Seul jour dans l'année où la cage est ouverte? » « Oui oui », répondent-elles en chœur. « C'est comme tu dis. »

## Le hidjab, c'est cool

Changement de décor. Saphia et Rachid Djemai me reçoivent dans leur atelier à Zeralda, petite station balnéaire située à une trentaine de kilomètres d'Alger, où les grandes plages disputent l'espace au béton et aux champs remplis de débris. Artistes peintres tous les deux, ils ont trois filles âgées de 15, 18 et 20 ans. « Si je lâche la bride, les trois vont porter le hidjab, crâne Saphia. Je me bats. Je leur achète des shorts, des choses mignonnes, du maquillage, en leur disant que je ne leur offrirai plus rien si elles portent le hidjab. Je leur dis aussi: "Plus de plage si vous m'arrivez avec le hidjab sur la tête!" Elles sont endoctrinées à l'école. » Leur aînée, en particulier, est devenue très religieuse et lit le Coran enfermée dans sa chambre. « Au moins, il y a la télé, *Star Académie* et compagnie, pour rétablir une sorte d'équilibre avec la religion! » Rachid poursuit: « C'est difficile à croire, mais ça fait cool pour les jeunes filles de porter le hidjab. Elles s'identifient à quelque chose. »



Qu'elles soient nées ici ou ailleurs, les citoyennes québécoises partagent des valeurs de liberté, d'égalité, de justice et de solidarité.

Elles veulent évoluer ensemble dans une société respectueuse de l'intégrité des personnes.

Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

SPGQ



# Coup d'œil

- > Les femmes n'occupent que 6 % des sièges au Parlement
- > 60 % des femmes mariées ne sortent pas de chez elles sans l'autorisation de leur mari
- > 44 % des hommes algériens exercent des violences physiques contre leur conjointe
- > 9 000 femmes sont hospitalisées chaque année pour cause de violence conjugale
- > 30 % des filles (66 % pour celles vivant en zone rurale) n'ont pas accès à l'éducation, contre 16,9 % des garçons
- > Taux d'analphabétisme chez les hommes : 22,1 %
- > Taux d'analphabétisme chez les femmes : 40,3 %
- > Indice de fécondité : 2,80 enfants par femme
- > Espérance de vie : 69,7 ans
- > PIB par habitant : 6 090 \$

(Données tirées de L'État du monde 2004 et du rapport Algérie: Briefing au Comité sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Amnesty internationale, 2005.)



Rachid peint des femmes voilées dans des tableaux sobres et beaux. C'est vrai, me dis-je à moi-même, je suis au pays des contradictions... « Je souhaite que mes filles quittent l'Algérie et épousent des étrangers. » Tandis que les ombres s'allongent dans le jardin des Djemai et qu'une grosse boule rose est en train de sombrer dans la Méditerranée, je prends congé de Saphia et Rachid.

Centre-ville d'Alger, le lendemain midi. Moncef, grand jeune homme de 21 ans, me donne rendez-vous devant le grand escalier de la « Fac centrale ». « Tous les taxis connaissent l'endroit, vous verrez ! » Pendant les années noires, une sorte de censeur voyait à ce que jeunes hommes et jeunes filles empruntent l'escalier séparément, chacun de leur côté. Aujourd'hui, l'escalier en question est un fouillis, cafouillis de belles jeunesses, les unes portant foulard, les autres portant cheveux « bleachés », habillées dans tous les styles, punk, rap, traditionnel et *tutti quanti*. Moncef m'entraîne dans un cybercafé, juste en face de la Grande Poste. Quartier trepidant où des essais d'étudiants et d'étudiantes font la queue devant les casse-croûte, dans un joyeux capharnaüm.

Gérant du cybercafé et meilleur ami de Moncef, Sid Ahmed a 28 ans. Je suis curieuse d'entendre les deux jeunes hommes me parler des femmes. Sid Ahmed le dit sans détour : il achète des préservatifs en pharmacie et va faire l'amour dans l'immense parc qui entoure le monument aux Martyrs,

sorte de Parc du Mont-Royal un peu excentré du cœur d'Alger. « Avec une fille qui ne sera donc plus vierge si tu veux la marier ? » Oups ! Sid Ahmed ne sait que répondre. Mais il tient, bien entendu, à ce que sa future épouse soit vierge. Il me regarde avec ses grands yeux enjoués et n'a pas l'air spécialement traumatisé de se trouver en contradiction avec lui-même. « Est-ce que les femmes doivent obéissance aux hommes ? » Sid Ahmed me dit oui, spontanément. « C'est comme ça ici. » Puis il se ravise un peu : « Ça dépend. » Et les homosexuels, comment sont-ils vus ici ? Cette fois, c'est Moncef qui me répond du tac au tac : « Je ne les aime pas. C'est interdit dans notre religion. »

Et voilà soudain Neila, ravissante, pétillante, qui entre au cybercafé. Les deux garçons l'embrassent, étonnés tout de même de la voir avec un foulard sur la tête. C'est la première fois. « Je m'y suis mûrement préparée. Et, depuis le 6 novembre exactement, je porte le foulard. » Elle sourit quand je lui raconte que son expérience ressemble à celle des gens qui arrêtent de fumer. « Je n'oublierai plus jamais cette date. Mon look a changé. Ma vie a changé aussi, mais pas trop quand même... » lance-t-elle aux deux compères comme pour les rassurer. « Je me rapproche du bon Dieu. »

L'Algérie, c'est tout cela en même temps. Inaisissable et attachante. Qui souffle le chaud et le froid. Et donne à la fois des raisons d'espérer (un peu) et de désespérer (beaucoup).

Avant de quitter le sol algérien, je veux retourner au Centre d'écoute dire au revoir. J'arrive au moment d'un branle-bas de combat. Une policière vient de tabasser une jeune femme dans un commissariat à deux pas. Fettouma ne fait ni une ni deux. Elle saute sur son manteau, son sac à main, revoit un peu son maquillage. Elle a des contacts à la police d'Alger. Elle file avec Meriem demander des explications.

« Les femmes sont si peu nombreuses à la police qu'elles en font trop. Elles sont plus impitoyables encore que leurs collègues masculins ! De toute façon, les droits de l'homme ici, c'est une notion quasi inexistante. » Je les suis au pas de course. Meriem renchérit : « On a accolé aux défenseurs des droits de l'homme l'image d'antinationalistes, une hérésie dans ce pays ! »

Je les vois s'engouffrer dans l'ascenseur. Elles m'envoient des bises rapides. « Reviens nous voir ! » Je m'en vais les suivre du regard sur le balcon du troisième. Elles tournent le coin. Puis disparaissent dans le jour limpide d'Alger. Et moi je reste un peu sonnée. ::

## Le terrorisme de l'intérieur

par Nabila Kaci

*La journaliste algérienne Nabila Kaci, récemment installée à Ottawa où elle enseigne le français, a recueilli ce témoignage poignant d'une victime des groupes armés, à Alger.*

Elle devait faire la fête pour célébrer ses 20 ans en 2002. Elle devait aussi passer l'examen du bac. Lamia n'a fait ni l'un ni l'autre. Sa vie a basculé un soir de juin, alors que des terroristes du Groupe islamique armé, une faction radicale du Front islamique du Salut (FIS), l'ont enlevée de la maison familiale. Emmenée à la forêt de Bainem, une banlieue d'Alger, elle y a subi les pires sévices.

« Ils ont frappé à la porte en criant "Police!". Nous n'y avons pas cru, mais le temps de réagir, ils étaient déjà dans la cour. Ils ont ligoté mon frère et mon père. Quand ils ont terminé de fouiller la maison à la recherche d'argent et de bijoux, ils m'ont emmenée de force, sous le regard impuissant de ma famille. Depuis ce soir-là, je ne l'ai plus revue, car mes proches ne veulent plus de moi maintenant... ils ont trop honte.

« Chaque soir, un nouveau terroriste me violait. Ils ne me regardaient même pas. Ils me demandaient juste de me déshabiller, quand ils ne le faisaient pas brutalement. Ils passaient généralement l'un après l'autre, en se répartissant le temps : de 5 à 10 minutes maximum chacun. En une nuit, j'ai dû subir une dizaine de viols. Une fois, l'un d'eux a voulu "essayer" quelque chose de nouveau. Il m'a pénétrée avec un manche à balai. Mais le plus horrible était réservé aux filles qui tombaient enceintes. Elles étaient tuées par écartèlement, une fois que leur ventre commençait à grossir. »

« En une nuit, j'ai dû subir une dizaine de viols. Ils passaient généralement l'un après l'autre, en se répartissant le temps : de 5 à 10 minutes maximum chacun. »

Lamia travaille aujourd'hui comme domestique chez une riche famille ; elle gagne 3 000 dinars (à peine la moitié du salaire minimum en Algérie). Elle a trouvé refuge à l'association SOS Femmes en détresse, à Alger.

Depuis l'annulation en 1991 des premières élections pluralistes, des milliers de femmes ont été la cible du FIS. Selon les services de sécurité, le nombre de victimes d'enlèvement, de viol (souvent collectif), de sévices corporels graves et d'assassinat s'élève à 2 029. Elles seraient plus du double, objectent les associations féminines, qui ont mené un travail de recherche sur le terrain. Comme le Groupe islamique armé a refusé de déposer les armes après l'amnistie offerte par le président Bouteflika, ces exactions se poursuivent, bien qu'elles aient fortement diminué depuis 1999. Le gouvernement qualifie le phénomène de « terrorisme résiduel ».

Un rapport d'Amnistie internationale ([www.amnesty.org](http://www.amnesty.org)), adressé aux Nations Unies en janvier dernier, met en lumière l'ineptie des autorités face aux viols, aux violences et à la discrimination économique et juridique dont sont victimes les Algériennes. L'absence persistante de toute enquête sur les agissements des groupes armés lors du conflit et l'impunité totale des auteurs des attaques sont notamment montrées du doigt.

Celles qui s'en sortent se heurtent désormais au refus de l'État algérien de leur accorder le statut de victimes du terrorisme (comme c'est le cas de familles qui ont perdu un proche ou de victimes qui ont été blessées ou ont subi des pertes matérielles). Cette indemnisation gouvernementale permettrait à tout le moins de contribuer aux besoins des enfants nés des viols, qui n'ont aucun statut juridique, avec toutes les conséquences désastreuses que cela engendre. ::

## Fictions

## Barils de poudre



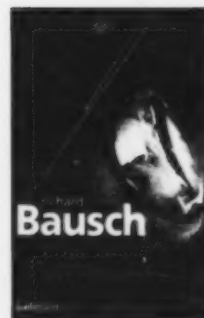
Le complexe conflit israélo-palestinien est le motif de *Parcelles humaines*, cinquième roman traduit en français d'Orly Castel-Bloom, née en 1960 à Tel-Aviv et considérée comme l'une des voix les plus novatrices de la littérature hébraïque contemporaine. Nous sommes au cœur de la deuxième Intifada (soulèvement) palestinienne, qui a commencé en 2000. Au contexte bien réel d'Israël en proie à des attentats incessants et à une crise économique sans précédent, l'écrivaine ajoute une catastrophe climatique qui frappe tout le Moyen-Orient – un froid polaire plutôt surréaliste pour cette région –

et une épidémie de « grippe saoudienne ». Le pays, détraqué, baigne dans une atmosphère apocalyptique, et tout, dans ce roman hyperréaliste, semble sur le point d'exploser. Par l'entremise de personnages majoritairement féminins appartenant à différentes classes sociales, Orly Castel-Bloom, qui cultive un cynisme de bon aloi, décrit avec brio le cauchemar de la société israélienne et nous amène à comprendre un peu mieux la psyché de ce peuple. On ne peut toutefois s'empêcher de penser, en lisant ce livre, à la situation encore plus problématique et précaire de la Palestine. | Orly Castel-Bloom, *Parcelles humaines*, Actes Sud, 2004, 288 p.

## Sur les traces de l'exploratrice

Au seuil du XX<sup>e</sup> siècle, à moins de 40 ans, Mary Kingsley meurt en Afrique, frappée par la fièvre. Elle est alors célèbre car *Travels in West Africa* – traduit en français en 1992 –, où elle relate ses séjours prolongés chez les « mangeurs d'hommes », est devenu un best-seller dans l'Angleterre victorienne. La personnalité exceptionnelle et le destin de cette

exploratrice autodidacte ont à l'évidence fasciné l'écrivain états-unien Richard Bausch qui, dans *Petite visite aux cannibales*, crée une jeune femme d'aujourd'hui, Lily, saisie de la même fascination depuis l'adolescence. Elle écrit une pièce sur Mary: artifice littéraire intéressant, qu'utilise le romancier pour insérer dans l'histoire des pans de la vie de l'exploratrice. Sont ainsi mises en parallèle, à un siècle d'intervalle, deux trajectoires de femmes, deux existences contrastées qui conduisent à un roman de belle facture, de grande ampleur... et des plus instructifs quant au discours anthropologique sous le règne de Victoria. | Richard Bausch, *Petite visite aux cannibales*, Gallimard, 2004, 640 p.



## Le quotidien prodigieux

Avant d'obtenir une reconnaissance publique largement méritée avec ses *Swann*, *La mémoire des pierres* (son grand œuvre) et *Une soirée chez Larry*, la Canadienne Carol Shields, décédée en 2003, avait publié plusieurs livres, dont trois recueils de nouvelles. Le premier, *Various Miracles*, paru en 1985 et maintenant traduit en français, marque un tournant dans la manière de l'écrivaine, affirme le traducteur Benoit Léger en préface; à compter de ce moment, en effet, elle fera du quotidien un territoire fécond d'exploration et d'exercices de style. La constante du recueil: des textes où s'entrecroisent les histoires de plusieurs personnages reliés entre elles par les seuls caprices du hasard... et d'une écrivaine facétieuse. Souvent elle met en scène, avec une ironie subtile, des existences banales. Et nous convainc de l'importance de ces vies minuscules dans l'ordre aléatoire du monde. C'est ce que l'on pourrait appeler le miracle de l'écriture. | Carol Shields, *Miracles en série*, Triptyque, 2004, 242 p.



**Centre d'artiste féministe d'exploration,  
de création et de critique en art technologique**

Site : la nouvelle revue cyberféministe [dpi.studioxx.org](http://dpi.studioxx.org)  
 Festival d'été : [www.htmlles.net](http://www.htmlles.net)  
 Soirées Femmes, masculinisme et événements spéciaux  
 Résidences d'artistes et coproductions  
 Laboratoire de logiciels libres sur Linux  
 Ateliers de formation

Centre des arts  
et des sciences  
**Québec**

Centre des Arts  
du Canada

Canada Council  
for the Arts

Montreal



Essais

Photo: Laure Corten

## L'enfant et ses mères

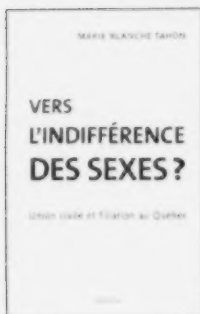
Depuis l'adoption de la loi 84 sur l'union civile, en 2002, les couples gais et lesbiens ont le droit de s'unir et d'avoir des enfants. « Mais le Québec a fait plus encore : au nom de l'égalité entre hétérofamilles et homofamilles, il a bouleversé les règles de filiation », dit Marie-Blanche Tahon, professeure titulaire au Département de sociologie de l'Université d'Ottawa. Aussi a-t-elle publié *Vers l'indifférence des sexes? Union civile et filiation au Québec* dans le but de susciter « le débat qui n'a pas eu lieu ».

La loi permet de déclarer l'enfant d'une mère – la « biologique » – et d'une co-mère. De même, l'enfant peut avoir deux pères... en théorie. « Pour devenir parents, les gais doivent adopter puisque le recours aux mères porteuses reste interdit. Mais les enfants abandonnés ou orphelins sont rares au Québec et l'adoption internationale constitue souvent la seule solu-

tion. Or, peu de pays manifestent notre ouverture à l'égard des conjoints de même sexe. Dans la pratique, le législateur a donc créé une inégalité entre couples gais et lesbiens. » Selon la sociologue, il suffisait simplement d'autoriser la conjointe de la mère à adopter l'enfant.

Censée au départ s'appliquer aux seuls couples homosexuels, l'union civile a fini par viser les hétérosexuels aussi. Égalité oblige ! « L'occasion était belle de revoir les principes qui sous-tendent l'adoption, par exemple en ouvrant vers l'adoption « simple », qui existe en France et en Belgique, et en vertu de laquelle les parents d'origine conservent un lien de filiation. C'était aussi le moment de réfléchir à la parentalité – au lieu de s'en tenir à la parenté –, et plus particulièrement à la pluriparentalité. Souvent, dans les familles recomposées, plus de deux adultes exercent un rôle parental auprès de l'enfant. Comment reconnaître, construire la pluriparentalité? Cette question complexe, il faudra de toute façon l'aborder. »

Tout comme, estime M<sup>me</sup> Tahon, notre société devra se préparer à débattre de nouveau des mères porteuses puisque, en matière de filiation, ce serait le seul moyen de recréer l'égalité entre les femmes et les hommes. Mères porteuses, parentalité, adoption : voilà des sujets cruciaux dont les discussions sur la Loi instituant l'union civile et établissant de nouvelles règles de filiation, sanctionnée après seulement six mois de travaux, auront réussi à faire l'économie, d'affirmer la sociologue. | Marie-Blanche Tahon, *Vers l'indifférence des sexes? Union civile et filiation au Québec*, Boréal, 2004, 216 p.



Les mères, mais les enfants d'abord

Photo: Michel Marteau

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le taux québécois de mortalité infantile est parmi les plus élevés en Occident. Ce problème incite à une « médicalisation » de la maternité dont Denyse Baillargeon, professeure titulaire au Département d'histoire de l'Université de Montréal, retrace l'évolution, de 1910 à 1970, dans *Un Québec en mal d'enfants*. « Compte tenu des rapports sociaux de genre et de l'ignorance de la population, les médecins s'étaient arrogé un pouvoir. En outre, ils refusaient de reconnaître que la mortalité infantile était fortement attribuable à la pauvreté. Résultat : le discours médical rejoindra plus ou moins les femmes, qui pendant longtemps y répondront de façon mitigée. »

Mais la grande découverte de l'historienne, et l'aspect novateur de son ouvrage accessible et rigoureux, c'est, en cette période pré-assurance maladie, « la quantité de services – publics, communautaires et privés – offerts aux femmes, qui formait un véritable réseau ». Ce réseau et l'accent mis sur la médecine préventive montrent que « la question des enfants est fondamentale dans nos sociétés depuis au moins un siècle », dit M<sup>me</sup> Baillargeon. Elle l'est encore plus aujourd'hui, en raison du faible taux de natalité. « La rareté des enfants explique en partie l'« acharnement » de la néonatalogie à l'égard des grands prématurés : tout nouveau-né doit être sauvé. » Cette rareté ferait aussi qu'actuellement, le corps des femmes est en quelque sorte surveillé durant la grossesse. En témoigne le discours sur le syndrome de l'alcoolémie fœtale. « On dit aux femmes enceintes qu'un seul verre d'alcool peut causer des torts irréparables à l'enfant. Or, l'allégation reste à prouver », assure l'historienne. Celle-ci publiera une synthèse sur l'Hôpital Sainte-Justine en 2007, année du centenaire de





l'établissement. On y apprendra notamment que grâce à l'hôpital et à sa fondatrice Justine Lacoste-Beaubien, le Québec s'est taillé, dès les années 1930, une réputation internationale en matière de recherche de pointe sur les maladies infantiles. | Denyse Baillargeon, *Un Québec en mal d'enfants. La médicalisation de la maternité, 1910-1970*, Éditions du remue-ménage, 2004, 378 p.

## La vie en solo

Jadis considéré comme un état temporaire, « en attendant », le célibat est maintenant un mode de vie. En témoignent entre autres la multiplication, dans les supermarchés et les épiceries fines, de mets préparés offerts en portions individuelles, et l'avènement des « salons du célibataire ». Mais depuis toujours,

toutes les sociétés ont compté des hommes et des femmes qui refusaient le mariage ou qui en étaient exclus. Ils n'ont cependant guère retenu l'attention des historiens. Jean Claude Bologne, connu pour ses objets d'étude originaux (comme *Histoire de la pudeur*, Orban, 1986), pallie cette lacune. De l'Antiquité jusqu'à aujourd'hui, il livre une *Histoire du célibat* riche d'enseignements, notamment en analysant les différents discours sur les femmes célibataires. Celles-ci ont pris leur revanche car à compter du XVI<sup>e</sup> siècle,

l'Europe doit composer avec la « polémique antimatrimoniale » qu'entretenaient les femmes. Et surprise : « Durant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, la réflexion sur le célibat est à la mode. » C'est également le cas aujourd'hui, bien sûr ; d'où la pertinence de cet ouvrage qui, tout en ne sacrifiant rien à la rigueur scientifique, est écrit dans un style clair et alerte. | Jean Claude Bologne, *Histoire du célibat et des célibataires*, Fayard, 2004, 528 p.

Jean Claude Bologne  
*Histoire du célibat  
et des célibataires*



Fayard

## À signaler



:: *La violence à l'école n'est pas un jeu d'enfant*, de Diane Prud'homme. La violence au secondaire est un phénomène bien connu. Nombre d'études montrent toutefois qu'elle est fréquente dans les écoles primaires aussi. Comment en repérer les manifestations et comment intervenir ? Tel est l'objet de ce livre qui fourmille d'exemples concrets susceptibles de guider professionnels et parents.

(Éditions du remue-ménage/Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale, 2004, 144 p.)



:: *Scènes de ménage*, d'Annie François. En 181 rubriques de quelques lignes, l'auteur dit tout ce qu'il faut savoir sur le ménage, au propre comme au figuré, dans sa maison comme à l'intérieur de soi. Voilà un petit livre qui décape ! (Seuil, 2004, s.p.)

Après le tsunami, les femmes du Sri Lanka sont à l'œuvre.  
Et nous sommes là pour reconstruire avec elles.



Photo prise par notre partenaire du Sri Lanka le 10 janvier 2005

Joignez-vous à nous !



**LES ŒUVRES DU  
CARDINAL LÉGER**

1-87 PAUVRETÉ  
(1 877 288-7383)  
[www.leger.org](http://www.leger.org)

## Trio

Lorsque le groupe *Les Poules*, trois musiciennes et compositrices adeptes de musique actuelle depuis un quart de siècle, rencontre des jeunes musiciennes innovatrices, qu'est-ce que cela donne? Un concert en langage Volapük, un salmigondis de sons, de bruits et d'improvisations. «La musique demeure un monde d'hommes, témoigne la compositrice Danielle Palardy-Roger, alors nous n'hésitons pas à donner de la visibilité aux filles en recherche musicale.» Le trio de choc revient au cours d'un autre spectacle sur ses créations des deux dernières décennies, mais en présente aussi de nouvelles avec *Ensemble SuperMusique: Palimpseste d'orchestre*. L'occasion d'entendre des mariages inusités entre des instruments acoustiques, électriques et électroniques, et de mesurer le chemin parcouru depuis les débuts du groupe en 1979. ::

**Ensemble SuperMusique: Palimpseste d'orchestre**, les 1<sup>er</sup> et 2 avril, à 20h30, à l'Usine C, 1345, rue Lalonde à Montréal.

**Les Poules: Volapük 3**, le 28 avril, à 20h30, O Patro Vys, 356, avenue du Mont-Royal Est à Montréal.

[www.supermusique.qc.ca](http://www.supermusique.qc.ca)

## Mémoires de femmes

Avec l'exposition *Ères de migration*, les photographes Raymonde April et Michèle Waquant, des amies de longue date, nous convient à un voyage intime dans le Québec de leur mémoire. «Certaines ont valeur d'archives aujourd'hui, dit Raymonde April, qui a reçu en 2003 le prix du Québec Paul-Émile-Borduas. Je pense à cette vue du boulevard Saint-Laurent à Montréal, avec ses boutiques de communautés ethniques aujourd'hui disparues.» ::

**Ères de migration**, du 16 avril au 12 juin, au Centre d'art de Baie-Saint-Paul. [www.centredart-bsp.qc.ca](http://www.centredart-bsp.qc.ca)

## Maestra!

«Toutes les notes jouées durant *Maestra* seront des compositions de femmes», affirme solennellement France Leblanc. Lassée de constater le manque de place qu'occupent les musiciennes sur scène, cette gestionnaire d'entreprise artistique a décidé de produire un événement à leur mesure. Lors de ce rendez-vous international qui aura lieu du 5 au 8 mai à Montréal, on pourra donc entendre des créatrices en musique classique, jazz, techno, chanson à texte ou hip-hop. «Saviez-vous que de grandes compositrices comme Augusta Holmès ont dû utiliser des pseudonymes masculins pour faire jouer leurs œuvres au XIX<sup>e</sup> siècle, et même jusque dans les années 1950?» s'indigne la directrice de l'événement. Une première soirée, le 5 mai, réunira de jeunes instrumentistes de la scène indépendante qui vont «jammer» autour de Jorane et Missstress Barbara, la grande prêtresse D.J. des tables tournantes. Le lendemain, la batterie d'Ariane Moffatt rassemblera des voix des Amériques célébrant la résistance et la condition immigrante et autochtone en anglais, en français, en espagnol, en portugais. Déjà, Soraya Benitez, Marie-Jo Thério, Chloé Sainte-Marie, Buffy Sainte-Marie ont confirmé leur présence. Place au jazz au féminin le 7 mai, avec un spectacle animé par Mimi Blais, la reine du *ragtime*. Les pianistes Lorraine Desmarais et JoAnne Brackeen interpréteront les œuvres de quelques compositrices incontournables d'hier et d'aujourd'hui comme Lil Hardin Armstrong ou Betty Carter. Enfin, plusieurs interprètes et compositrices rendront hommage aux religieuses qui ont contribué à l'éveil musical du Québec. Notamment, le pianiste Alain Lefèvre jouera une sonatine de sœur Reine Descarries, qui a également été cantatrice. Une façon pour *Maestra* de montrer que les hommes peuvent aussi interpréter des œuvres de femmes. Et non toujours l'inverse. ::

**Du 5 au 8 mai, au Metropolis, au Medley et au Centre Pierre-Péladeau, à Montréal.** [www.maestramusique.ca](http://www.maestramusique.ca)



Chloé Sainte-Marie

Photo: Pierre Dury



## Vous avez dit femme ?

Pendant trois semaines, la chorégraphe Estelle Clareton a filmé une douzaine d'hommes, des acteurs, des danseurs, des peintres et un artiste de cirque, alors qu'ils improvisaient les règles de vie d'un groupe au masculin. Résultat : un film d'une trentaine de minutes, témoin de leurs discussions, de leurs compétitions ludiques, de leurs gestes de tendresse mutuelle. Cette vidéo ouvre le spectacle *Messieurs, Dame.*, comme un prélude à l'arrivée, seule sur scène, de la danseuse de ballet Anne Plamondon. « Le spectacle me permet de parler de la féminité d'aujourd'hui, de la force et de la fragilité de ces femmes qui mènent cinq ou six vies en même temps avec une endurance étonnante », explique la jeune créatrice. Intense, émotive, explosive tout en s'affichant précise et détaillée, sa chorégraphie, mise en musique par la compositrice Maryse Poulin, renoue avec un style très physique. « Je prends conscience de la beauté des femmes et des injustices qu'elles subissent ici et dans le monde, explique Estelle Clareton. Trop souvent, les danseuses ne peuvent pas assumer leur féminité, en particulier dans le ballet classique, car on exige d'elles des corps androgynes. » Le spectacle décline cet état au féminin à travers neuf solos comme autant d'étapes pour mettre une dame au monde. ::

À l'Agora de la danse, à Montréal, du 8 au 12 mars. [www.agoradanse.com](http://www.agoradanse.com)

## Toutes unies ?



Martine Beaulne

Imaginez la rencontre. Dans un restaurant bien d'aujourd'hui, Lady Nijo, courtisane japonaise de l'époque médiévale devenue religieuse bouddhiste, Isabella Bird, une aventurière britannique du XIX<sup>e</sup> siècle, la papesse Jeanne, qui aurait dirigé l'Église à ses débuts, et la douce Griselda, une épouse obéissante, partagent leurs expériences, à l'invitation de Marlène. Cette dernière fête sa promotion au sein d'une agence de placement. Au contraire de ses invitées tournées vers les autres et impliquées spirituellement, Marlène a toujours mené sa barque seule. Elle a même abandonné à sa sœur le soin d'éduquer sa fille pour mieux réussir sa vie professionnelle, à l'image de ses collègues tout aussi carriéristes.

Écrite en 1982, au temps des années Thatcher, par la très féministe dramaturge britannique Caryl Churchill, *Top Girls* constitue une violente critique du capitalisme et de l'individualisme. « La grande solitude de ces femmes travaillant à l'agence sans jamais avoir le moindre lien entre elles me touche, explique la metteuse en scène Martine Beaulne. Au fond, l'auteure montre, d'une façon volontairement provocante, que les valeurs patriarcales dominantes, qu'il s'agisse du capitalisme ou du communisme, mènent forcément à l'individualisme. » *Top Girls* pousse à réfléchir sur la façon dont les citoyennes peuvent agir sur la société sans pour autant copier aveuglément le modèle masculin. Une belle occasion de s'interroger sur le féminisme de demain. ::

À l'Espace Go, à Montréal, du 5 au 30 avril. [www.espacego.com](http://www.espacego.com)



Louise attend son père, de Clémence DesRochers

## double

Depuis 19 ans, l'exposition-vente *Les Femmeuses* fait coup double. Non seulement l'événement met en lumière le travail d'artistes contemporaines, mais en plus il donne un sérieux coup de pouce aux victimes de violence conjugale. La moitié des profits vont en effet à sept maisons d'hébergement de la Rive-Sud de Montréal, le reste revenant aux artistes elles-mêmes. Au menu de cette édition, plus de 150 créations – photos, peintures, aquarelles, dessins, sculptures – signées entre autres par Michele Drouin, Kittle Bruneau, Monique Charbonneau, Anne McCall. L'an dernier, 175 000 \$ avaient été recueillis.

*Les Femmeuses*, les 23 et 24 avril, chez Pratt & Whitney Canada, 1000, boulevard Marie-Victorin à Longueuil.

# ABONNEZ-VOUS

À LA GAZETTE DES FEMMES  
OU OFFREZ UN  
ABONNEMENT-CADEAU POUR  
SEULEMENT  
1,60 \$ LE NUMÉRO



**3 ANS – 15 NUMÉROS POUR 24 \$**  
TAXES INCLUSES ET RECEVEZ LA PRIME DE VOTRE CHOIX:

• **MAIGRIR... OU ÊTRE COMME JE SUIS**

BROCHURE PUBLIÉE PAR L'ASSOCIATION  
POUR LA SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC

OU

• **LE GUIDE POUR LES 55 ANS OU PLUS**

PUBLIÉ PAR COMMUNICATION-QUÉBEC

(QUANTITÉ LIMITÉE).

**Gazette**

DES FEMMES

Tout sur la condition des femmes d'ici et d'ailleurs.

☐ **Nouvel abonnement** ☐ **Renouvellement** ☐ **Abonnement-cadeau**

☐ **24 \$ taxes incluses – 3 ans – 15 numéros + ma prime au choix:** ☐ *Maigrir... ou être comme je suis*

☐ **10 \$ taxes incluses – 1 an – 5 numéros** ☐ *Guide des 55 ans et plus*

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ App. \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Province \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Téléphone ( ) \_\_\_\_\_ Courriel \_\_\_\_\_

☐ **J'offre un abonnement-cadeau de** ☐ 3 ans ☐ 1 an **à:**

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ App. \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Province \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Dir. \_\_\_\_\_ Téléphone ( ) \_\_\_\_\_

☐ **J'inclus mon paiement**

☐ **Chèque** ☐ **Master Card** ☐ **Visa**

N° \_\_\_\_\_

Exp. \_\_\_\_\_ Sexe: ☐ F ☐ H ☐

Signature \_\_\_\_\_

Numéro de TPS: R-107442428

Numéro de TVQ: 1008174209

Cette offre prend fin le 30 juin 2005.

Prévoyez de 4 à 12 semaines pour

l'entrée en vigueur de votre abonnement.

Offre valide au Canada seulement.

**POUR VOUS ABONNER**

> **PAR INTERNET**  
[www.gazettedesfemmes.com](http://www.gazettedesfemmes.com)

ou retournez ce coupon avec  
votre paiement à l'ordre de  
La GAZETTE DES FEMMES  
Service aux abonnements  
C.P. 11001, Succursale Anjou  
Anjou (Québec) H1K 4H2

> **Par téléphone**  
**1 866 807-5514**

> **Par télécopieur**  
**(514) 721-9252**

Conseil du statut  
de la femme

Québec